

BILAN DE LA MISSION CNRS AU 1/1/1948

Frais généraux (en francs)

	Allemagne	Paris	SNCF et douane
1945	100 000		
1946	2 200 000	1 500 000	2 000 000
1947	1 400 000	1 500 000	
Total	3 700 000	3 000 000	2 000 000
Total général		8 700 000	

Recettes (en francs)

	Valeur du matériel	Prix de cession
Matériel récupéré	100 000 000	0
Cession 1947	7 000 000	15 000 000
Matériel en magasin au 1 ^{er} janvier 1948	8 500 000	17 000 000

Bénéfice réalisé en 1947 8 000 000
Bénéfice prévu en 1948-49 8 500 000
Vente de tours inutilisables 2 100 000

Source : Rapport sur la mission du CNRS 1^{er} juin 1948. Archives du CNRS 80 284 / liasse 115.

Gérald Gaillard
Université de Lille 1

Chronique de la recherche ethnologique dans son rapport au centre national de la recherche scientifique 1925-1980

« Ah ! faute d'une université qui serait ethnique, allons d'une ethnique faire université ».

J. Lacan : « Radiophonie », dans « Scilicet », Paris : Gallimard éditeur, 1970, p. 64.

« Je me suis souvent demandé quelle serait mon attitude s'il m'arrivait d'être interrogé par un ethnologue; aujourd'hui, je n'hésite guère sur la réponse : je le mettrais à la porte sans autre forme de procès ».

E. Terray : « Lettres à la fugitive », Paris : Odile Jacob, 1988, 220 pages, p. 45.

« On ne peut pas se dévouer à plusieurs maisons à la fois. Qui va partout ne trouve d'intérêt vif nulle part. Les grands ne protègent que ceux qui rivalisent avec leurs meubles, ceux qu'ils voient tous les jours, et qui savent leur devenir quelque chose de nécessaire, comme le divan sur lequel on s'assied ».

H. de Balzac : « Splendeurs et misères des courtisanes », Paris : Gallimard, Pléiade, citation p. 508.

PRÉAMBULE

Le texte présenté ci-dessous s'inscrit dans un programme de recherches portant sur l'histoire de l'ethnologie française et fait suite à la rédaction d'une thèse soutenue à « l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales » en 1987. On trouvera dans le texte qui suit une présentation de la constitution de la discipline dans son lien à l'histoire du Cnrs et du point de vue des institutions. Il ne s'agit donc pas ici de traiter de l'histoire de ses concepts, problématiques, méthodes ou objets successifs. Je mène par ailleurs ce dernier travail mais, il me semble, qu'il est

présentement indispensable de placer tout d'abord chronologiquement les meubles plutôt que de proposer une réflexion « épistémologique » prématurée.

Traiter de l'ethnologie au Cnrs pose au moins deux difficultés majeures d'un ordre différent. La première est de circonstance, elle tient à la presque totale absence de documentation consultable due au fait que les archives du « Musée de l'Homme » sont toujours fermées aux chercheurs et que les documents et rapports du Cnrs ne donnent une véritable place à l'ethnologie que dans les années soixante. Il faut ainsi attendre 1961-1962 pour que le « Rapport d'activité » en parle. La seconde tient au fait que ce qui est par consensus admis, non pas comme « objet de l'ethnologie » mais comme « objets ethnologiques », est aussi l'objet et le produit d'autres sections, c'est le cas en 1983 pour « L'Encyclopédie des Pygmées Aka » publiée par un laboratoire de la section 42, c'était déjà le cas en 1939-1940 avec les missions de Jacques Faublée à Madagascar ou celle de Charles Le Cœur qui étaient financées par la section de géographie. Je pourrais, bien entendu, multiplier les exemples, combien de linguistes tels Haudricourt ou Jean-Claude Rivière, de géographes tels Suret-Canale ou Sautter, d'historiens tel Devisse, de géographes tel Verdier, de sociologues tels Balandier ou plus jeune, Bensa, pourraient très bien entrer à la section 33 sans rien avoir à modifier de l'orientation de leur travail ?

I. — AVANT LE C.N.R.S.

A. Une discipline partagée

Jusqu'en 1925, date de la création de « l'Institut », l'ethnologie se partage selon de nombreux lieux qu'il faut surtout penser comme répondant à des aires culturelles qui correspondent à des aires géographiques (Afrique Noire, Amérique, Océanie...) auxquelles correspondent diverses institutions. Il y a d'un côté les sociétés savantes (américaniste, de géographie...), de l'autre des lieux d'enseignement qui participent déjà du savoir ethnologique (l'Institut des Langues et Civilisations Orientales Vivantes, « l'Ecole coloniale », la « Cinquième section de l'Ephe », la « Chaire d'Anthropologie du Muséum d'Histoire Naturelle »), des lieux de recherches (« l'Ecole Française d'Extrême-Orient », « l'Institut Français de Damas », « Le Comité historique et géographique de l'Afrique de l'Ouest »...). Le tout composent une miriade d'institutions sans lien organique apparent.

Ce qui va faire événement dans ce champ sera le déploiement de l'Ecole française de sociologie qui va réserver une très large part de son activité à ce que nous nommons aujourd'hui la recherche ethnologique

(Victor Karady a d'ailleurs relevé qu'une moyenne de 45 % des recensions publiées par « l'Année Sociologique » concerne des thèmes ethnologiques et exotiques¹).

B. L'Institut d'ethnologie

Je passerai sous silence le détail des événements qui ont amené à la création de l'Institut puis conduit celui-ci à être l'unique détenteur légitime de l'activité ethnologique en France. Indiquons simplement que l'Institut fut l'œuvre de Marcel Mauss qui occupe la « direction d'études des religions des peuples non civilisés » de la « V^e section », Lévy-Bruhl, professeur à la Sorbonne et Paul Rivet qui occupe la Chaire d'anthropologie du « Muséum » à partir de 1928. Dans le milieu alors conservateur de « l'ethnologie » de l'époque, Lévy-Bruhl, qui fut l'un des fondateurs de « l'Union rationaliste » et des Cahiers du même nom, Marcel Mauss qui participa à la création du journal « l'Humanité » et Paul Rivet bientôt créateur des « Comités anti-fascistes », sont tous trois socialistes. Ils ne sont pourtant pas en antagonisme à la politique de l'époque puisque la gauche dont ils font partie, soutient une politique de colonisation idéologiquement fondée sur l'universalité de la révolution de 1789. Quatre personnages manquent encore pour que la liste des premiers agents institutionnels de la discipline soit complète : Marcel Cohen qui est le secrétaire de l'Institut et le principal héritier du linguiste Meillet, l'abbé Breuil, préhistorien de renom qui viendra rejoindre l'Institut d'ethnologie à son retour d'Afrique australe en 1929, Maurice Leenhardt, pasteur et fondateur des études océaniques françaises, qui vient se fixer à Paris en 1926. Enfin Maurice Delafosse qui, après une carrière dans l'administration coloniale et la rédaction des premiers classiques de l'africanisme français, est devenu professeur à « l'Ecole Nationale des Langues Orientales » (1911), mais qui décède en 1926.

II. — L'ORGANISATION DE LA RECHERCHE ET LES CHERCHEURS

Dans un article intitulé : « La longue marche du Cnrs (1901-1945) », Jean-François Picard et Elisabeth Pradoura ont reconstitué la liste des étapes et des organismes de financement de la recherche qui ont suivi la création de la « Caisse des Recherches Scientifiques » (1901) qui s'ajoute aux « Services des aides et pensions » et au « Service des missions ». Je renverrai donc le lecteur à cet article en indiquant

1. Karady, Victor : « French Ethnology and the Durkheimian Breakthrough », in « Journal of the Anthropological Society of Oxford », Volume XII, § 3, Michaelmas, 1981, pp. 165-176.

Karady, Victor : « La révolution durkheimienne et la discipline ethnologique en France », texte inédit de 17 pages daté d'avril 1986.

simplement, d'une part : que la IV^e section de la caisse qui soutient les publications subventionne « l'Année sociologique », aide ainsi à s'affirmer la tendance la plus « moderniste » de l'ethnologie. D'autre part que les décrets du 16 avril et du 28 septembre 1930 créent et organisent la « Caisse nationale des sciences » qui comprend plusieurs sections dont une de sciences juridiques et sociales sont fondamentaux. La caisse offre des bourses de doctorat à des « aspirants de recherche » nommés pour trois ans, renouvelables une fois, et ouvrant à des fonctions de maîtres de recherche nommés pour trois ans (renouvelables une fois), qui pouvaient ensuite devenir des « directeurs de recherche », nommés pour cinq ans renouvelables sans limitation de durée. Bref, comme l'indique E. Pradoura et J.-F. Picard, il est désormais possible d'effectuer toute une carrière dans la recherche².

Au sein de la « Commission technique des sciences sociales » le pouvoir se partage entre des juristes (qui ont l'avantage) et l'école de sociologie française (représentée par M. Mauss et M. Halbwachs) et si les crédits de la caisse ne sont égaux qu'à 15 % du total³, l'ethnologie en profite.

Le décret du 11 avril 1933 crée le « Conseil supérieur de la recherche scientifique », placé sous la tutelle de l'Education Nationale, dont deux des huit sections sont destinées aux sciences de l'homme. On attend du conseil des avis concernant l'utilisation des ressources affectées à la science et qu'il coordonne quelque peu l'activité des différents organismes⁴. On y retrouve bien entendu « l'Institut d'ethnologie » représenté par Paul Rivet et, fait essentiel pour l'ethnologie, c'est désormais le conseil qui gèrera les « Missions du Ministère de l'Instruction Publique ».

Quelle que soit cependant l'importance de la « Caisse Nationale des Sciences », du « Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique » puis de « la Caisse Nationale de la Recherche Scientifique » créée en 1935, on ne doit pas oublier que l'ethnologie française bénéficie d'autres sources de financement qui lui sont essentielles. Ainsi les bourses de « l'Ecole Française d'Extrême-Orient », celles de la « Fondation Rockefeller » ou de « l'Ecole Française de Mexico », auxquelles s'ajoutent les fonds dispensés par David Weil et les « Missions du Ministère de l'Instruction Publique ». L'ensemble de ces ressources est apparemment contrôlé par « l'Institut d'ethnologie » à partir de sa création.

Entre 1928 et 1940 « l'Institut d'ethnologie » patronne cent-quatre missions⁵. Leur statut est des plus variables, certaines sont le fait d'une véritable équipe, d'autres celui d'un individu isolé, certaines ont une

durée de quelques jours, d'autres au contraire durent plusieurs mois. Leurs buts sont bien définis et distinguables : l'un d'entre eux, et non le moindre, est de remplir des objets collectés les salles et les réserves du « Musée d'ethnographie » devenu « Musée de l'Homme » en 1937, l'autre d'effectuer un travail de terrain : le relevé ethnographique.

III. — LE C.N.R.S. AVANT LA GUERRE : L'ETHNOLOGIE COMME SOCIOLOGIE

Les décrets d'octobre 1935 et de mai 1936 créent la « Caisse Nationale de la Recherche Scientifique » qui associe les missions de la « Caisse des Recherches Scientifiques », celles de la « Caisse Nationale des Sciences » et celles du « Service des Missions de l'Education Nationale ». C'est alors plus qu'une première ébauche du futur Cnrs qui « appuie modestement » un certain nombre de missions ethnologiques qui complètent leur financement par des crédits venus pour la plus grosse part des organismes plus haut cités.

Mais surtout, prolongeant la formule de la « Caisse nationale des sciences », la Cnrs offre des bourses de doctorat ouvrant sur les fonctions de chargé, maître et directeur de recherche. Je n'ai pu, à ce jour, constituer la liste de ceux qui en bénéficieront mais si l'on se rapporte au « Tableau de classement des chercheurs du Cnrs » daté de 1967, Michel Leiris et Jean-Paul Lebeuf seraient en 1937 les premiers ethnologues à entrer au Cnrs. On peut penser que d'autres qui auraient quitté le Cnrs entre 1937 et 1967 pourrait aussi figurer auprès de ces deux noms.

Par ailleurs une loi de décembre 1936 inscrit au compte de la Cnrs un budget de 26 millions de francs pour l'année 1937, soit une augmentation des deux tiers du précédent et crée un « corps d'aides techniques » (...), qui sont « les ancêtres du corps des « ingénieurs-techniciens-administratifs » du Cnrs. Il est prévu de les rémunérer notamment grâce à des crédits dits de « chômage intellectuel »⁶. Une formule qui sera très largement employée par Paul Rivet qui a besoin de personnel pour le « Musée de l'Homme » qu'il vient d'inaugurer.

La naissance du « Centre National de la Recherche Scientifique Appliquée » en 1938, transformé en « Centre National de la Recherche Scientifique » en octobre 1939, ne modifie pas la place et la situation de l'ethnologie au centre, sinon par une participation plus active de celui-ci au financement des missions. A partir de janvier 1940 le Cnrs publie le « Bulletin Analytique » mais il ne concerne pas la discipline.

En fait, c'est dessiner depuis 1925 une situation qui se prolongera longtemps. Sous la direction de Paul Rivet « l'Institut d'ethnologie » coordonnant les enseignements, la recherche et la muséologie et les

2. Picard, Jean-François et Pradoura, Elisabeth : « La longue marche du Cnrs (1901-1945) », dans « Cahiers pour l'histoire du Cnrs », § 1, Paris, Editions du Cnrs, 90 pages, 1988, pp. 7-41.

3. Desmoulin, Olivier : « Les sciences humaines et la préhistoire du Cnrs », dans la « Revue française de sociologie », XXVI, 1985, pp. 353-374. Référence page 363.

4. Loc. cit. : Picard J.-F. et Pradoura E., 1988. Référence pages 22-23. Notons qu' O. Desmoulin, 1985, indique, lui, 18 membres par section, dont 10 élus. Toutes les informations contenues dans ce passage et ne concernant que Cnrs lui-même sont issues de ces deux articles et de Druesne G. : « Le Centre National de la Recherche Scientifique », Paris : Masson et Cie, coll. Organisation et politique de la recherche scientifique, 1974, 372 pages.

5. Rivet, Paul : « L'ethnologie en France », dans Bull. du Muséum National d'Histoire Naturelle, série 2, tome XII, 1940, I, janvier 1940, pp. 38-52.

6. Loc. cit. : Picard, Pradoura, 1989. Référence page 27. Ainsi Denise Paulme, Jean Guiart, Georges Balandier, Paul Mercier, Simone Dreyfus-Gamelon et bien d'autres rejoindront le « Musée de l'Homme » sur la base de ces chantiers.

recherches menées par le Cnrs en ethnologie sont celles-mêmes que patronne l'Institut dont il est en quelque sorte l'une des principales caisses.

On doit préciser que d'une part des recherches en Indochine sont effectuées par « l'École française d'Extrême-Orient » qui émerge de « l'Institut des Inscriptions et des Belles Lettres » et qui ne fonctionne en aucune manière sur des crédits du Cnrs. D'autre part que bien qu'appartenant à l'université de Paris où il gère et coordonne un « certificat de lettres » et un « certificat de sciences », « l'Institut d'ethnologie » n'y a pas de tradition et n'y détient aucune Chaire. De là que contrairement à d'autres domaines, l'ethnologie n'eut pas à sortir de l'université pour aller au Cnrs. Enfin que pour beaucoup, issue de « l'Année sociologique », l'ethnologie universitaire, est couplée à la sociologie et elle est souvent appelée (et pour longtemps) : sociologie coloniale ou sociologie primitive plutôt qu'ethnologie alors que « l'Année » est elle-même, en quelque sorte, issue d'une rupture qui n'est pas complètement consommée avec la philosophie. Le combat que Mauss mène au Cnrs est donc d'y voir définitivement séparée la sociologie de la philosophie. Dans l'avant-guerre ce combat n'est pas gagné et il doit rappeler « le désir qu'il avait manifesté de voir séparée la philosophie de la sociologie, alors que le projet actuel prévoit leur groupement » lors de la session du 13 juin 1941⁷.

A cette époque la sociologie est le dernier des onze groupes que le Cnrs compte. Lors de ses sessions le groupe examine essentiellement les questions de reconduction des allocations aux chercheurs et les nouvelles candidatures à ces allocations (ainsi que les deux présentées le 12 mai 1940, l'une est rejetée, l'autre acceptée). Notons que Mauss suggère ce jour-là que la caisse publie plutôt que de subventionner des éditeurs privés.

IV. — LA PÉRIODE DE L'OCCUPATION

La dernière réunion du conseil supérieur du Cnrs avant la débâcle se tient le 6 juin 1940. Ses deux directeurs : MM. Laugier et Longchambon rejoignent l'Angleterre dans la nuit du 18 au 19 juin. Laugier est remplacé le 9 août 1940 par Charles Jacob, membre de l'Institut et professeur à l'université de Bordeaux et lui est adjoint G. Dupont. Les deux hommes réunissent leur premier conseil d'administration le 24 juillet 1941.

Alors que les premières mesures discriminatoires concernant les juifs se mettent en place, la commission de la onzième section (sociologie) se réunit le 20 novembre 1940. Marcel Mauss et Maurice Halbwachs sont encore présents. La commission prend une décision concernant l'ethno-

logie : l'attribution de deux bourses : l'une à M^{me} Savineau pour la classification et la mise au point d'enquêtes de sociologie faites en A.O.F. (800 F accordés), l'autre à M^{me} Tillion pour une enquête dans l'Aurès.

Dès le 30 décembre 1940, et avant tout autre, un réseau constitué à partir du « Musée de l'Homme » imprime le premier numéro d'un bulletin intitulé « Résistance ». Ses membres sont arrêtés au bout de peu de mois; certains sont exécutés, d'autres déportés⁸. Paul Rivet qui avait aidé le réseau se rend « d'urgence » en Colombie en février 1941 grâce à un passeport que lui procure l'abbé Breuil.

Avec l'application dans l'administration des lois anti-juives du 2 juin 1941, Mauss qui porte l'étoile jaune, est interdit d'enseignement et une bonne partie du personnel de l'anthropologie française se trouve sur la touche ou en exil. En juillet 1941, seuls deux membres de l'ancien conseil de la section des sciences humaines y sont encore présents et l'École de sociologie française n'y est plus représentée.

Outre ces « transformations » l'occupation signifie aussi pour l'ethnologie le tarissement des ressources offertes par David Weil comme celles de la Fondation Rockefeller. Cet assèchement pousse les ethnologues restant à s'adresser plus qu'auparavant au Cnrs et leurs demandes sont alors faites à plusieurs des sections. C'est ainsi que la commission de novembre 1941 de la section des sciences naturelles accorde ses sommes les plus importantes à Marcel Griaule pour la publication des documents recueillis au cours des missions Dakar-Djibouti et Sahara-Soudan (50 mille F) et que la section d'histoire et de géographie subventionne les missions de G. Grandidier et de Charles le Cœur. Le premier travaille à Madagascar, le second chez les Toubou et Teda du Tibesti. Quant à la onzième section, elle contribue à la publication du « Journal de la Société des Africanistes » et à celle de la « Revue du Folklore Français et Colonial » de René Maunier.

Du point de la recherche ethnologique au Cnrs, les événements les plus importants de cette période ne sont pas internes mais externes au centre. J.-F. Picard et E. Pradoura comme Antoine Prost⁹ ont noté que la vocation du Cnrs à coordonner l'ensemble de la recherche publique (rappelée par la loi de 1941) avait été battue en brèche par la création d'un « Office de la Recherche Scientifique Coloniale ». Dès l'avant-guerre, J. Perrin avait lancé l'idée d'un secteur de la recherche spécifiquement destiné aux colonies. De là, qu'à la demande du « Ministère des Colonies » et après la tenue du Congrès de la recherche scientifique en territoires d'Outre-Mer, un « Comité de la France d'Outre-Mer » avait été créé au sein du Cnrs en septembre 1937. Notons que c'est cette même année que le Centre engage ses deux premiers ethnologues : J.-P. Lebeuf

8. Citons ici les noms de Boris Vildé, Anatole Lewitsky, Yvonne Oddon, Germaine Tillion... On se référera à Blumenson, Martin : « Le réseau du Musée de l'Homme. Les débuts de la résistance en France », (original anglais 1977), Le Seuil, 1979, 283 pages. Notons que « l'Institut d'Histoire du Temps Présent » a publié un recueil des textes écrits en prison par Boris Vildé avant son exécution.

9. Prost, Antoine : « Les origines de la politique de la recherche en France (1939-1958) », dans « Cahiers pour l'histoire du Cnrs », § 1, Paris, Editions du Cnrs, 90 pages, 1989, pp. 41-63.

Prost, Antoine : « Exposé du 5 décembre 1988 » dans le cadre de son séminaire. Notes prises par l'auteur.

7. P.V. signé par Ed. Dolleans de la réunion de la section 11 (sociologie) du Cnrs tenue le vendredi 13 juin à 10 heures. Archives du Cnrs. Carton 800 284. Citation page 9.

et M. Leiris. Le vieux projet d'un « Office de la Recherche Coloniale » spécifique est ensuite relancé en 1941 par le « Ministre des Colonies » et prend corps en novembre 1942 contre l'opinion de Charles Jacob (c'est-à-dire contre un Cnrs unificateur), après que ce dernier en ait appelé à l'arbitrage du Chef du Gouvernement et que Laval ayant succédé à Darlan « le Gouverneur Général Brévié en charge des colonies, ait obtenu un « Office de la Recherche Scientifique Coloniale » (Orsom) le 19 novembre 1942¹⁰. On a cependant laissé ce nouvel institut sous la dépendance du Cnrs qui en gère les subventions, mais le 11 octobre 1943 le « Ministre des Colonies » obtient qu'il soit placé sous sa tutelle, ce que l'ordonnance du 24 novembre 1944 confirme. Pour être bref, disons que l'office a pour mission de se mettre à la disposition des gouverneurs coloniaux. La création de cet office ne fut pas l'unique occasion où le Cnrs se vit dépossédé de ses prérogatives en Outre-Mer et celle d'un « Institut Français d'Afrique Noire », qui fut pour l'histoire de l'ethnologie française un événement essentiel, devait lui prendre un espace institutionnel et géographique que le Centre ne retrouvera qu'après les indépendances.

En 1931, le Maroc, l'Algérie, l'Indochine sont dotés d'organismes officiels de recherche, alors que l'Afrique noire n'a qu'un informel « Comité d'études historiques et scientifiques de l'A.O.F. ». Le Gouverneur Général de l'A.O.F. demande à Albert Charbon un rapport qu'il remet en août 1931 et qui, bien entendu, exprime le besoin d'un institut comparable en Afrique. Cette année-là se tient « l'exposition coloniale de Vincennes », et après un énorme battage publicitaire, la « mission Dakar-Djibouti » prend le départ, alors qu'est fondée la « Société des Africanistes ».

Il faudrait cependant attendre 1936 pour qu'un institut voit le jour sur le papier. En 1937 M. Adandé et Villard, Maupoil et Richard-Molard y sont successivement nommés et après le refus de M. Griaule, Théodore Monod en devient le secrétaire général. Ce dernier qui est assistant au « Muséum National d'Histoire Naturelle » où il fera toute sa carrière, va faire de l'Ifan une « succursale » du Muséum. L'Institut comprendra donc : d'un côté : les sciences naturelles, de l'autre : les sciences humaines et cela inscrit matériellement dans un bâtiment qui comportait deux ailes jointes par une pièce où se logeait la géographie.

Fait essentiel : le siège de l'Institut est à Dakar et non à Paris et contrairement au « Cnrs » et à « l'Ors(t)om », il ne relève pas de la juridiction française mais de celle du « Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale française ».

On remarquera aussi que si l'Orsom a une orientation de recherche appliquée et que c'est, semble-t-il, celle qui officiellement prévalut au Cnrs durant la guerre, l'Ifan construit sur le modèle du Muséum a une toute autre optique. Pourtant si, jusque dans les débuts des années soixante, le Cnrs semble avoir totalement ignoré l'existence de l'Ifan et vice-versa, il n'en fut pas de même avec « l'Orstom » qui, dès sa création, entre en rivalité avec lui.

L'institut fonctionne au ralenti durant la guerre et l'occupation, mais dès 1939 il commence à publier un « Bulletin », crée plusieurs collections et organise le premier des « Colloques scientifiques de l'Afrique de l'Ouest » en 1945.

Le personnel de l'Institut réside en Afrique en permanence et à partir de 1946 sont ouverts des centres locaux dans les différents territoires de la colonie. Ainsi au Dahomey (avec P. Mercier, puis J. Lombard), en Guinée (avec G. Balandier, puis M. Houis), en Haute-Volta (avec G. Le Moal)...

Reste encore à signaler que depuis quelques années se prépare, sous la pression de Mauss, la création d'une chaire d'ethnographie à l'université de Paris. L'espace nous manque pour développer ici ce point mais indiquons que Griaule l'obtient en 1942, après avoir soutenu sa thèse en 1938.

V. — ENTRE 1944 ET 1950

A. Les premières réunions, l'Ors(t)om, l'Institut d'ethnologie

Le 23 août 1944, avant même la libération de Paris, Frédéric Juliot est nommé directeur du Cnrs (contre Laugier) et Marcel Cohen, secrétaire du comité directeur (contre Jamati). Se tiennent ensuite les premières discussions pour un redécoupage des commissions et leur mise en place.

Le 6 octobre 1944 composé de Vallois, Brehier, Chollier, Bargin, Renondé, Pelio, Cohen, Mazon, Touela, Le Sourd, Le Bras, Joliot, Schaeffner, Bruhat, Peiron⁹, puis le 13 octobre (Rivet, qui est dit revenir incessamment, est encore absent), la « Commission des sciences humaines » se réunit et après avoir désigné huit géographes pour représenter cette discipline, la commission aborde « l'anthropologie et l'ethnographie ». La sténotypie de la session est malheureusement très incomplète et seule une page et demie est consacrée à cette discussion.

Pour l'histoire de la discipline il faut surtout noter qu'Henri Vallois propose qu'on adjoigne « deux branches (...) à l'anthropologie et l'ethnographie, la préhistoire » (et les participants sont d'accord pour que l'abbé Breuil l'incarne), et « le Folklore », ce qui semble alors poser un problème, puisque ceux qui pourraient le représenter ne sont pas en mesure de le faire : Georges-Henri Rivière, directeur du « Musée des Arts et Traditions Populaires » est suspendu et Varagnac, son adjoint, est en instance de l'être. J'ignore si c'est du fait de ces difficultés originaires, mais remarquons-le : jamais une sous-section (appelée ici branche) « Folklore » ne verra le jour au sein de la section qui se constitue. Elle se composera de l'anthropologie, de l'ethnographie, de la préhistoire » et c'est au sein de l'ethnographie que les recherches « folkloriques » (puis « ethnologiques ») sur les populations françaises se développeront au Cnrs.

10. Idem.

Je n'ai pu trouver d'indication sur ce qui eut lieu ou non du 13 octobre 1944 au 28 décembre 1944, date où le « Comité directeur d'ethnologie, d'anthropologie et de préhistoire » qui se compose finalement de l'abbé Breuil, Robert Delavignette, Maurice Leenhardt, Paul Rivet, André Schaeffner, Henri Vallois, Jacques Soustelle, Paul Lester, se réunit, peut-être donc pour la première fois. Breuil et Lester sont des préhistoriens qui appartiennent au personnel enseignant de l'Institut d'ethnologie, Vallois dont nous parlerons bientôt se consacre à l'anthropologie physique, ancien administrateur colonial, Robert Delavignette est encore directeur de « l'Ecole Coloniale », M. Leenhardt, A. Schaeffner, J. Soustelle, P. Rivet représentent l'ethnologie. Lors de la réunion du 6 janvier 1945 où les huit mêmes membres sont de nouveau présents, des propositions sont lancées. Henri Vallois voudrait une grande enquête intitulée « anthropologie de la France », André Schaeffner demande que le « Bulletin Analytique » s'intéresse à la discipline, Paul Rivet se préoccupe de « l'Institut d'Ethnologie de Bogota » en Colombie, (car, suite à son départ, la Fondation Rockefeller a supprimé la subvention qu'elle lui attribuait et il demande en quelque sorte que le Cnrs prenne le relais), la commission formule un vœu auprès du « Ministère des Finances » pour la constitution d'une bibliothèque à « l'Ecole de la France d'Outre-mer ». Enfin, et c'est incontestablement le fait le plus important de cette session : indiquant la création imminente d'un centre de biologie marine en Océanie, Paul Rivet propose celle d'un centre pluridisciplinaire, selon ses mots : « tel que l'Ifan » et pense à Madagascar dans les mêmes termes. Le comité s'accorde pour adresser un vœu en ce sens à ce qu'il appelle encore « Office de la Recherche Coloniale » mais qui a désormais pour nom « Office de la recherche scientifique Outre-Mer ».

A partir de 1947 et peut-être à la suite de ce vœu, l'Office va jouer un rôle essentiel dans le développement d'une ethnologie de l'Océanie en y créant un centre placé sous la direction du Pasteur Leenhardt où elle envoie un ethnologue : Jean Guiart qui résidera de longues années dans plusieurs îles du Pacifique, alors qu'au même moment Pierre Métais, un des élèves de Leenhardt, travaillait en Nouvelle-Calédonie grâce à une allocation du Cnrs. Mais l'office jouera aussi un grand rôle pour l'ethnologie indochinoise et africaine. En Indochine elle envoie en 1947 Georges Condominas, dont l'approche fera rupture avec celle de « l'Ecole Française d'Extrême-Orient ». En Afrique, elle lance en 1945 la « Mission anthropologique de l'Afrique de l'Ouest » (dirigée par le docteur Pales et à laquelle participe M^{lle} Tassin de Saint-Pereuse) qui entreprend la première étude systématique sur l'alimentation en A.O.F. Toujours en Afrique, l'Orstom crée en 1948 et sous la direction de Georges Balandier, l'« Institut de sociologie de Brazzaville » sur les territoires de « l'Afrique Equatoriale Française » où n'opèrent pas encore les chercheurs de l'Ifan, bien que l'intégration d'un « Institut de Recherches Camerounais » créé par le Capitaine Dugast dont la veuve continuait l'œuvre, commençait un processus que justement l'Ors(t)om empêchera d'aboutir. Enfin, après que Jean Poirier ait créé « l'Institut de Recherches Scientifiques de Madras », l'Office envoie des chercheurs à Madagascar (Luc Molet en 1950).

Le 28 juillet 1945 se tient une nouvelle réunion du Comité directeur de la VI^e section du Cnrs : Rivet, Le Bras, Cohen, Leenhardt, Vallois, Lavelle, Bayer sont présents.

Rivet, tout à fait critique vis-à-vis de la création d'un « Institut de Sociologie » (qu'il dit être comme une façon de « suppléer au problème » et de le « prendre un peu trop par la bande »), insiste beaucoup sur le déclin de la sociologie française « dont le Collège de France a supprimé la Chaire » alors qu'il souhaite « la création d'un véritable enseignement de sociologie à Paris et en province ». Notons qu'il se réfère à Claude Lévi-Strauss qui serait « absent pour quelques mois » mais qui pourrait très bien occuper à son retour l'une de ses chaires. Il entend ainsi manifester l'ethnologie (ou l'anthropologie) comme une sous-discipline de la sociologie dans la lignée de Durkheim et Mauss, mais aussi comme Georges Gurvitch, le directeur de « l'Institut de Sociologie », dont la création inaugure précisément un processus de division plus ferme entre sociologie et ethnologie à partir de l'étude de nouveaux objets¹¹.

Nous avons donc là une réunion où l'on ne dira rien de l'activité de la section, sans qu'aucun des participants ne semble s'en formaliser. On peut faire l'hypothèse que ces premiers comités qui rassemblaient les membres les plus éminents de chacune des disciplines, ont plus été les lieux de discussion de ceux qui, dans l'après-guerre, réorganisaient l'enseignement et la recherche scientifique dans son ensemble, que des instances se préoccupant uniquement du mode de fonctionnement de leur discipline au sein du Cnrs.

Le 2 novembre 1945 le Cnrs prend un nouveau statut qui conserve le partage en deux classes dont l'une est celle des sciences humaines (toujours dirigée par Georges Jamati) qui comprend sept sections, dotées chacune de comités comprenant six membres. Avec ce découpage, la sociologie est rapprochée de la psychologie et l'ethnologie restera unie à la préhistoire et à l'anthropologie physique. Le remplacement en janvier 1946 de Frédéric Joliot par son ami Georges Teissier à la tête du Cnrs (où il restera jusqu'en 1950) est un événement qui ne semble pas avoir touché notre discipline. Indiquons que les sociologies sont désormais dotés d'un « Centre d'Etudes Sociologiques » tout d'abord logé à « l'Institut des Sciences Politiques », puis rue Cardinet alors que la base de la septième classe (anthropologie, préhistoire, ethnologie) est au « Musée de l'Homme ».

Durant la guerre puis l'occupation, « l'Institut d'Ethnologie » a continué à fonctionner et à délivrer des certificats. En 1926-1927 il comptait trois inscrits, en 1946-1948, il en compte déjà deux-cent-dix, en 1947-1948 cent-quatre-vingt-dix-neuf (dont cent-soixante-douze français). Les étudiants se répartissent entre quatre-vingt-trois inscrits appartenant

11. On peut dire que la polémique de Gurvitch avec Lévi-Strauss consomme la « séparation » conceptuelle de l'ethnologie et de la sociologie. On se reportera sur cette question au chapitre cinq de ma thèse. Notons que dans la première version des « Structures élémentaires » de 1949, Lévi-Strauss parlant de Robert Lowie (spécialiste des indiens des plaines), écrit : « Le sociologue américain a sans doute raison de... » (citation page 95) mais qu'en 1965 il s'agit désormais du « maître américain qui a sans doute raison » (citation page 95).

à la faculté des lettres et soixante-dix-sept appartenant à la faculté des Sciences, le reste entre les facultés de médecine, de droit... A examiner les chiffres des reçus de ceux qui se présentent aux différentes sessions on arrive à peu près à un étudiant sur deux. Si l'on s'en tient à la moyenne que j'ai établie, entre 1940 et 1948, ce sont, tous les ans, de vingt à vingt-cinq étudiants qui obtiennent le certificat d'ethnographie ou d'anthropologie¹² et de ces derniers quelques-uns grossissent le nombre de ceux qui choisissent de faire de ces disciplines une profession.

L'ordonnance du 14 juin 1949 qui modifie pour la seconde fois depuis la libération, les statuts du Cnrs maintient les sept groupes (ou treize sections) de la classe des sciences humaines. Chaque groupe comprend un conseil non plus de six, mais de douze membres nommés par le « Ministre de l'Éducation Nationale ». Le corps professoral et équivalent en propose six, celui des assistants et grades assimilés, deux, et le directeur du Cnrs, quatre. Rappelons que la hiérarchie du Cnrs est alors la suivante : stagiaire, attaché de recherche, chargé de recherche (à partir du 20 juin 1950), maître de recherche, directeur de recherche. En 1949 quarante-trois chercheurs appartiennent au VII^e groupe.

La documentation portant sur l'activité de ces quarante-trois chercheurs (dont je n'ai pu à ce jour reconstituer la liste complète) est inexistante mais il est évident que le Cnrs se comporte comme un mécène. La stature des membres du comité de la section étant le gage (qui semble avoir été suffisant) du bon usage des fonds distribués.

Les procès-verbaux du directoire de ces années (qui sont les principales sources écrites actuellement consultables), font peu de place à l'ethnologie : le 20 juin 1950 rien n'en est dit, le 19 décembre 1950 l'accord que le centre de formation d'André Leroi-Gourhan a signé avec le Cnrs et dont nous parlerons dans un instant, est mentionné; le 15 janvier 1951 une ligne indique que Jacques Soustelle, élu directeur d'études à la VI^e section de l'EPHE, conserve son grade de maître de recherche car il ne s'agit « que » d'un poste cumulant; le 17 avril 1951 rien n'est dit concernant l'ethnologie; le 26 juin 1951 le septième groupe ayant demandé la réintégration de Louis Dumont comme chargé de recherche après son retour des Indes, le directoire l'accepte, le 17 juin 1952 la nomination de Germaine Dieterlen au grade de maître de recherche est acceptée et l'allocation de Pierre Métais est renouvelée « à condition qu'il reparte en Océanie ».

La place spécifique de la discipline au sein du Cnrs des années d'après-guerre jusqu'à la fin des années cinquante fut certainement au moins en partie déterminée par la personnalité de Georges Jamià qui, « détaché au Cnrs à partir du 29 décembre 1942 », « fait fonction de directeur adjoint pour les sciences humaines, poste qui ne sera officiellement créé qu'en 1949 »¹³ mais qui est aussi et entre autre, membre de la « Société des gens de lettres », « Vice-Président de la société d'histoire du théâtre » et « Vice-Président de la société d'esthétique ». On est en droit de penser que son intérêt pour l'ethnologie n'a pas été très

important. Il organise de « gros coups » dans le domaine des lettres tels de fameux colloques sur les « manuscrits médiévaux datés », sur la « Musique et la poésie au XVI^e siècle » et sur « Le Graal dans la littérature française et étrangère au moyen-âge », porta en grande partie le développement de « l'Institut de Recherches et d'Histoire des Textes », mais il n'organise rien de comparable vis-à-vis de l'ethnologie. Une attitude que semble avoir plus ou moins répétée Gaston Dupouy qui remplace Teissier à la direction du Centre à partir de 1950.

Il est donc ici important de marquer que l'espace des références de la pensée intellectuelle commune est encore à l'époque celui des beaux-arts. C'est-à-dire que le vocabulaire, que les concepts, que le style utilisé par les journalistes et par les intellectuels en général (y compris les ethnologues) est celui d'un humanisme venu de la littérature. Cette situation se transformera puisque les références viendront bientôt principalement des sciences humaines : Lévi-Strauss, Lacan et Foucault (suivant les goûts)... remplaçant Valéry, Alain et Péguy.

B. Cinq événements

On a déjà parlé de la création de l'Ifan et de l'Ors(t)om, on a aussi mentionné celle d'une « Chaire d'ethnographie » à la Faculté de Paris, voyons à présent cinq autres événements qui vont marquer la discipline de la libération à l'année 1950 incluse.

En premier lieu Griaule qui a obtenu la médaille de Guerre, qui fut l'avocat de l'Éthiopie à la S.D.N. (« La Peau de l'ours » 1936) et qu'un journal collaborateur traitait d'« anti-fasciste délirant », va se trouver momentanément mis sur la touche à la libération, du fait de ses liens avec le régime de Vichy. Liens qui ne furent ni plus, ni moins étroits que ceux qu'entretenaient le Pasteur Leenhardt ou l'Abbé Breuil avec le même régime mais Marcel Griaule avait cumulé les motifs de rancœur. Il s'était violemment disputé avec Michel Leiris à l'occasion de la publication de « L'Afrique fantôme » en 1934 et l'ouvrage fut mis au pilon en octobre 1941 par le gouvernement de Vichy, « ... après », écrit Leiris dans une préface de 1950, « que quelqu'un de ses collègues ou confrères, bien intentionné, ne l'ait signalé »¹⁴. Une suspicion pesait sur Griaule alors que l'on sait aujourd'hui que ce « collègue » était l'un des administrateurs coloniaux que le livre n'avait pas ménagé. S'ajoutait une rivalité avec Denise Paulme qui, sous l'influence de l'école anglaise, propose un autre africanisme. Enfin et surtout M. Griaule avait tenté de détacher le « Musée de l'Homme » du « Muséum National d'Histoire Naturelle » pour le rattacher à l'administration de la « Direction des Musées de France », ce qui n'avait pas manqué de lui attirer les foudres de Rivet. Bref, à l'automne 1944 une lettre de dénonciation envoyée par André Schaeffner va circuler contre Griaule qui sera suspendu durant quelques semaines. Après être passé devant une commission d'épuration dont le président écrira que l'y avoir soumis, était un scandale, Griaule retrouve sa Chaire de la Sorbonne, où il garde une équipe qui n'aura plus guère

12. Calculs effectués à partir des « Rapports de l'Institut d'Ethnologie » successifs, publiés dans « Le Bulletin de l'Université de Paris ». On se reportera à la bibliographie.

13. Loc. cit. : Picard, Pradoura, citation page 36.

14. Leiris, Michel : « Prélude à l'Afrique fantôme », Paris, Gallimard, 1950, 1981, 535 pages, pp. 7-10. Citation page 7.

de contact avec celle de Rivet. L'ethnologie française est désormais scindée. Quoi que relevant d'un autre ordre, la création du « Centre de Formation à la Recherche Ethnologique » de Leroi-Gourhan en 1946, constitue un autre événement majeur de l'immédiat après-guerre.

Durant la guerre, deux chantiers de « chômeurs intellectuels » fonctionnent au « Musée de l'Homme », l'un est sous la direction de Vallois, l'autre sous celle de Griaule. Jean Guiart qui arrive au Musée dans ce cadre en 1943, est attribué par Griaule à Leenhardt et devient le responsable d'un de ces chantiers à la libération. Ces chantiers dépendent du Ministère du travail qui fait alors pression pour qu'ils se transforment en centre de formation. Jean Guiart rencontre au Ministère son responsable administratif puis fait le tour des chercheurs du Musée pour qu'ils donnent chacun une conférence aux jeunes « chômeurs intellectuels ». C'est de cette manière qu'a lieu officieusement une première année « d'enseignement »¹⁴ pendant qu'André Leroi-Gourhan a l'idée d'aller négocier avec l'Ors(t)om des accords qui se mettront en place en 1946. Il fonde ainsi deux centres : un « Centre de Formation aux Recherches ethnologiques » et un « Centre de Documentation et de Recherches Préhistoriques ». Tous deux sont placés sous sa direction et n'en feront rapidement plus qu'un.

Dans la période d'avant-guerre la formation des futurs ethnologues consiste, comme nous l'avons vu, en un ou deux certificats délivrés par « l'Institut d'ethnologie » dans le cadre d'une licence, auxquels s'ajoute éventuellement le diplôme de « l'Institut des Langues Orientales ».

Avec le « Centre de Formation aux Recherches Ethnologiques », ceux que la discipline avait intéressé dans le cadre d'une licence, complètent leur formation par un cycle d'étude de deux ans, au bout desquelles ils entrent à l'Ors(t)om. Cet arrangement ne durera que deux ans. L'Office ne désire ensuite plus de personnel supplémentaire et refuse aussi d'assurer plus longtemps le financement du Centre.

Il semble qu'en 1946 Leroi-Gourhan n'a pas encore apprécié le fait que le Cnrs pouvait devenir un élément essentiel pour la profession et son modèle est encore celui de « l'Ecole Française d'Extrême-Orient ». Ce n'est qu'après le refus de l'Ors(t)om qu'il se tourne vers le Cnrs qui, agréé au rattachement du Centre (arrêté du 2 janvier 1948), le subventionne pour environ 1 million de Francs¹⁵ et qui, surtout, accepte qu'après la rédaction du diplôme de deuxième année, les élèves deviennent stagiaires au Cnrs où ils préparent leurs thèses comme l'avaient fait les allocataires dans les années précédentes.

En 1946-47, quinze stagiaires sont inscrits au CFRE et neuf satisfont aux épreuves du diplôme. En 1947-48, trente demandes sont déposées au centre qui ne retient que dix-huit stagiaires, déjà licenciés et titulaires du certificat d'ethnologie. Seuls quelques-uns d'entre eux satisferont aux

épreuves. Entre 1948 et 1950 les premiers diplômés sont professionnalisés : Georges Condominas, Marcel Soret, Jean Guiart sont nommés à l'Orstom, Lucien Bernot et Pierre Clément travaillent pour l'Unesco, l'Ifan engage Jean d'Auriac et Guy le Moal, l'Université de Bordeaux donne un poste à M. Papy. Mais le Cnrs devient par la suite le principal débouché.

Après la première scission du courant ethnologique issu de « l'Institut » et la création du « Centre de Formation à la Recherche Ethnologique », nous avons, toujours dans ces années, et en troisième lieu, l'événement rétroactif que constitue l'envoi d'une série de boursiers aux U.S.A. en 1950-1952. Claude Tardits, Eric de Dampierre, Marguerite Dupire, Mandelbaum découvrent les moyens, les méthodes et l'histoire de l'anthropologie américaine et, de retour en France, constituent derrière Lévi-Strauss, un petit clan qui se propose de reprendre et redéfinir le champ de la discipline.

Deux autres événements font de l'année 1950 l'une de celles qui déterminent le plus profondément l'histoire de l'ethnologie. Paul Rivet prend sa retraite, quitte la « Chaire d'anthropologie du Muséum » et de ce fait la direction du « Musée de l'Homme ». D'après tous les témoignages que j'ai pu recueillir la chose était attendue avec impatience par l'assemblée des Professeurs du Muséum car, du fait du battage publicitaire qu'il avait su organiser autour du Musée et de son succès comme en raison de la coloration de ses opinions politiques, (il fut député et membre du comité directeur de la S.F.I.O.), Paul Rivet n'avait pas que des amis au collège des professeurs. De plus, aux dires de tous ses contemporains, c'était un homme « autoritaire et même violent »¹⁶, la très gentille Madame Georgette Soustelle le nommant « un dictateur éclairé »¹⁷ d'autres, plus sévères : « un tyran »¹⁸ et il était considéré par certains comme peu fiable scientifiquement.

Mais surtout « le coup de Paul Rivet avec le Musée de l'Homme », selon les mots de Jacques Lautman¹⁹, ne fut pas seulement un coup vis-à-vis du public mai aussi par contre-coup un coup vis-à-vis des autres chaires du Muséum. Rivet avait donné entre autre chose à sa chaire un profil bien particulier, il avait en effet pris une chaire orientée vers l'anthropologie physique pour en faire une chaire résolument tournée vers l'anthropologie culturelle. Prenant sa retraite, il va tenter de préparer une succession en ce sens, en pensant faire élire à sa place Jacques Soustelle ou Claude Lévi-Strauss mais sans y parvenir. Déjà prévenu par Roger Heim, puis persuadé in extremis par Henri Lehmann, qu'il n'avait

16. « Orgueilleux et se disant lui-même capable d'explosion de violence », dans M. Cohen « Sur l'ethnologie en France », La Pensée, § 105, oct. 1962, pp. 85-96. Citation page 87.

L'américaniste Robert Ricard, étudiant de P. Rivet, premier boursier de « L'Ecole Française de Mexico », parle « d'attitude discutable (...) qui ne comportaient pas toujours un sentiment assez vif des nuances ». Cf. : R. Ricard : « Souvenir de Paul Rivet », dans le « Journal de la Société des Américanistes », vol. 58, 1969.

17. Soustelle, Georgette : « Entretien du 4 avril 1989 avec G. Gaillard », inédit, non décrit.

18. Faublée, Jacques : « Systèmes sociaux et civilisations : I : Recherches ethnographiques », Comptes rendus publiés dans « L'Année Sociologique », 3^e série, 1969, publié en 1971, pp. 228-258, Citation page 241.

19. Lautman, Jacques : « Entretien du 16 février 1987 avec J.-F. Picard et E. Pradoura », sous presse.

15. Leroi-Gourhan A. : « Rapport 1949-1950, sur le Centre de Formation à la Recherche en Ethnologie », 5 pages. (Carton 800 218).

Notons que fait surprenant, le procès-verbal de la réunion du directoire du 19 décembre 1950, nous dit au contraire que le centre est rattaché au Cnrs mais sans qu'aucune subvention ne lui soit attribuée.

aucune chance, Lévi-Strauss ne se présente pas. Jacques Soustelle qui le fait, est battu, et c'est Henri Vallois qui, après la fuite de Rivet en Colombie en février 1941, avait déjà occupé cette chaire, qui est élu par l'assemblée des professeurs du Muséum.

La chronique des relations entre P. Rivet et H. Vallois n'est pas anodine. Bien des choses restent à éclairer sur ce qui se passa précisément durant cette période et à un niveau tel que l'histoire d'une discipline comme l'ethnologie, les détails, l'anecdote, les petits événements, ont une importance toute particulière. Songeons qu'en 1939 l'ethnologie, l'anthropologie physique et la préhistoire rassemblent une communauté de peut-être moins d'une vingtaine de personnes comptant vraiment et, qu'à peu de choses près, ce sont les mêmes qui sont encore présents en 1945 comme en 1950. Les rapports qu'entretiennent entre eux ces individus sont donc absolument déterminants dans un cadre qui est lui-même, bien entendu, pris et soumis à d'autres cadres plus larges ou le chevauchant.

Médecin et anatomiste de renom, Henri Vallois occupait la chaire d'anatomie du Muséum et Rivet avait été favorable à ce qu'il reprenne sa chaire et la direction du Musée lorsqu'il avait dû prendre la fuite. Le 27 mai 1943, Vallois donnait donc une leçon inaugurale où il rendait un long et vibrant hommage à Rivet pourtant alors poursuivi par Vichy.

Paul Rivet « parti fonder » le « Musée National Colombien d'Anthropologie », restaient au « Musée de l'Homme » ses deux sœurs qui depuis sa création, s'y dépensaient sans compter. Qui se donne ainsi à une œuvre, pense à tort ou à raison qu'il a des droits et Madeleine Rivet qui occupait un bureau adjacent à celui de son frère, se considérait comme représentante et détentrice exclusive de son pouvoir en son absence. Henri Vallois, pour sa part, comptait exercer les fonctions pour lesquelles il avait été élu; le conflit ne pouvait pas manquer d'avoir lieu... Madeleine dut déménager. L'existence d'un appartement de fonction situé au dernier étage ajoutait au conflit. Madeleine le voulait vide en l'absence de son frère, Vallois l'ambitionnait et un Ministre du Gouvernement de Vichy voulait l'occuper.

A son retour en France, Rivet retrouve son poste et alors que la bienséance habituelle eut voulu qu'il nomme Vallois directeur-adjoint, il refusera de lui laisser même un bureau dans les bâtiments du Musée.

En 1950 Henri Vallois ne bénéficiait pas d'un important crédit auprès des ethnologues et son travail concernait strictement l'anthropologie physique. Après son élection, Lévi-Strauss quitte son poste de directeur-adjoint du Musée, Soustelle démissionne lui aussi, Leroi-Gourhan qui à la sortie du maquis avait été chargé des fonctions de sous-directeur, se tient à l'écart de Vallois et ne conserve pas son titre.

Henri Vallois va donc nommer deux nouveaux sous-directeurs : les docteurs Léon Pales et Pierre Champion. Or, avec ces nominations, on est passé de deux ethnologues qui étaient aussi des agrégés de philosophie, à deux médecins, dont le travail a toujours été dirigé vers l'anthropologie physique. Le premier effet de cette transformation est de disjoindre le Musée de l'Homme de l'ethnologie en train ou qui va se faire et de repercuter cette scission au sein du Cnrs.

Ce n'est bien entendu qu'avec un décalage temporel que ces événements vont se faire sentir pleinement car il faudra trouver ou créer d'autres structures. Quant au Musée de l'Homme, du point de sa relation au public et à la vie culturelle et intellectuelle, il entre pour un temps dans une phase déclinante.

Après Paul Rivet, Maurice Leenhardt qui a épuisé le sursis accordé par le Ministère, prend lui aussi sa retraite en cette année 1950. La « direction d'études des religions des peuples primitifs » qu'il avait repris à Mauss en 1941, est libérée. Les candidats éventuels à cette succession sont Claude Lévi-Strauss, Pierre Métails, Roger Bastide, Georges Soustelle, Germaine Dieterlen et Jeanne Cuisinier de l'E.F.E.O. Une commission est désignée au sein de la V^e section et le 3 décembre 1950 l'assemblée procède à l'élection. J. Soustelle et J. Cuisinier ne se sont finalement pas présentés, R. Bastide retirait sa candidature au dernier moment, restaient Germaine Dieterlen, Pierre Métails et Claude Lévi-Strauss. La première bénéficiait du soutien du réseau de Marcel Griaule mais qui comptait peu d'affiliés à la V^e section de l'EPHE, Maurice Leenhardt avait désigné Pierre Métails comme son successeur, Paul Lévy et Georges Dumézil poussaient Claude Lévi-Strauss. Après une dure lutte menée par Dumézil, Lévi-Strauss fut élu par douze voix contre six.

On a aujourd'hui presque oublié Pierre Métails, mais arrêtons-nous un instant sur cette élection. Lévi-Strauss et Métails ont l'un et l'autre soutenu leurs thèses en 1948 et ont choisi tous deux d'y traiter de la parenté. Le premier intitule sa thèse principale : « Les structures élémentaires de la parenté », le second : « Mariage et équilibre social dans quelques sociétés archaïques ». Tous deux sont partis de l'idée maussienne du don et contre-don et parlent des femmes en ce sens : c'est en ce qu'elles circulent entre les hommes que se crée le tissu du social et analysent ainsi les mariages Iroquois aruntas. S'il existe d'autres parallèles, les « distinctions » sont nettes. Lorsqu'il rédige sa thèse principale Lévi-Strauss était attaché culturel à l'Ambassade de France des États-Unis où il était entendu qu'il ne travaillerait qu'à mi-temps. C'est lui qui, à ce titre, accueille et guide à New-York Simone de Beauvoir, le Corbusier et bien d'autres. Lorsqu'il rédige la sienne, Métails séjourne en Nouvelle-Calédonie, grâce à une allocation du Cnrs obtenue par Leenhardt. D'origine modeste, P. Métails était instituteur avant de se tourner vers l'ethnologie alors que C. Lévi-Strauss fut reçu au concours de l'agrégation de philosophie avant de faire de même. Indépendamment de la qualité de leurs travaux respectifs, on avait là une concurrence par trop inégale, Lévi-Strauss est donc élu en 1950.

En 1951, Roger Bastide et Jacques Soustelle sont élus directeur d'études à la VI^e section de l'E.P.H.E., Germaine Dieterlen sera nommée maître de recherche au Cnrs en 1952 et Pierre Métails obtient une maîtrise de conférences à l'université de Bordeaux en 1953, l'année même du décès de Leenhardt.

VI. — ENTRE LES PREMIÈRES ÉLECTIONS ET LA CRÉATION DES R.C.P.

A. *Le Cnrs, les structures, les élections*

En 1950 Marcel Griaule occupe à la Sorbonne depuis 1942 la seule « chaire d'ethnologie » qui existe en France, André Leroi-Gourhan une « Maîtrise de conférences d'ethnographie coloniale » créée en 1944 à la « Faculté de Géographie de l'Université de Lyon », Henri Vallois la « Chaire d'Anthropologie du Muséum » et Claude Lévi-Strauss (qui est le secrétaire général-adjoint de « l'Institut d'ethnologie » dont Rivet est président), la « Direction d'études des religions des peuples primitifs de la V^e section ».

Pour la plus grosse part les décisions qui seront prises au Cnrs (subventions des missions ou à l'édition, allocations des bourses) sont presque déjà le fruit des luttes et des alliances entre les quatre personnages que nous venons de citer. Bien qu'assez éloignés et même pratiquement en situation d'antagonisme, Lévi-Strauss et Leroi-Gourhan y feront alliance contre Vallois et Griaule qui ne sont pas non plus très liés.

Bien que d'autres protagonistes soient encore en scène dont Paul Rivet, les élections du Comité de la VII^e section reflètent dès 1950 ce partage qui recoupe alors aussi celui de découpage entre les collèges A et B.

Ce comité est néanmoins soumis à une autre instance : le directoire qui lui-même dépend du directeur. Si l'on inclut les trois directeurs du centre, le décret du 11 juin 1949 avait réduit le nombre des membres du directoire de dix-huit à douze, de sorte que seuls neuf des treize groupes du comité national y étaient au maximum représentés. Un tiers des membres du directoire était nommé, deux tiers élus, et la classe des sciences humaines y avait trois représentants²⁰.

L'important est pour nous de remarquer qu'alors que, comme on l'a vu, dans l'avant-guerre et dans l'immédiate après-guerre, l'ethnologie était fortement représentée dans l'instance dirigeante; en 1950, le directoire ne comprend pas d'ethnologues ou d'anthropologues, ni comme membres titulaires ni même comme suppléants. Il faudra attendre 1960 après une réforme qui fait passer de neuf à vingt-quatre les membres du directoire, pour que notre section y soit de nouveau présente. Pour une courte période d'ailleurs, puisque si le directoire gagne deux nouveaux membres en 1963, que la sociologie dispose de trois représentants, la littérature de deux, la discipline perd cet unique siège que Lévi-Strauss occupait. En 1967 comme en 1971, toutes les sections sont représentées au directoire excepté une : l'anthropologie.

20. Loc. cit. : Druesne G. : « Le Centre National de la Recherche Scientifique », 1974. Référence page 100.

Indiquons encore qu'existent des comités permanents des treize groupes (comités donc eux-mêmes divisés en sections). Chacun d'eux comprend un président de groupe, le président de chacune des sections que le groupe représente et trois personnalités choisies par le directeur du Centre parmi les membres du groupe. Enfin, le dispositif est complété par un conseil d'administration du centre qui prend ses fonctions en 1950 relevant un conseil provisoire établi dans l'après-guerre.

En 1950, les premières élections du comité de la VII^e section se tiennent. Le corps électoral A, celui des professeurs et maîtres de conférences ou de recherche, a droit à six sièges élus par les quarante-deux inscrits (et en ce cas votants). Avec 31, 23, 23, 22 et 22 voix, H. Vallois, M. Griaule, Vaufray, Th. Monod, L. Pales et Gaudron sont élus alors qu'avec 13, 10 et 8 voix, ni Paul Rivet, ni Jacques Soustelle, ni André Leroi-Gourhan ne le sont. Notons que la majorité absolue, nécessitée, pour être élue sans deuxième tour, est de 22 voix et que des six membres élus, cinq le sont à 22 ou 23 voix, ce qui laisse supposer une stratégie organisée du parti majoritaire.

Dans le collège B, celui des assistants, les soixante-trois électeurs inscrits ont droit à deux représentants. En fait ne se présentent que sinon des disciples, du moins des partisans de Paul Rivet qui se divisent donc les voix : Claude Lévi-Strauss et André Leroi-Gourhan en obtiennent chacun vingt-quatre, Guy Stresser-Péan vingt-trois, André Schaeffner vingt-deux, Georges-Henri Rivière treize. Ce n'est qu'au cours d'un second tour que Leroi-Gourhan et Lévi-Strauss sont élus.

Remarquons que les cinq candidats du collège B sont tous des membres du collège A, que dans l'ensemble on obtient une majorité africaniste et que l'élection fut largement favorable à la tendance représentée par Henri Vallois. Ce n'est qu'avec les choix effectués par le directeur du Cnrs que va s'établir un certain équilibre puisqu'il désigne Paul Rivet, Jacques Soustelle, l'Abbé Breuil et Robert Lantier, repêchant ainsi les candidats malheureux. En mai 1950 le premier comité national de la section est en place.

B. *L'apport du Cnrs à l'ethnologie*

Dans l'état actuel des recherches et tant que les archives du « Musée de l'Homme » resteront fermées, il est difficile de mesurer le poids scientifique représenté par le Cnrs dans notre discipline au début des années 1950. On peut cependant tenter de le faire à travers des indicateurs, tels par exemple les appartenances institutionnelles des communicants lors d'importantes manifestations professionnelles. Je commencerai par la plus prestigieuse d'entre elles : le « Congrès international des sciences anthropologique et ethnologique » qui se tient tous les quatre ans et dont la quatrième conférence a lieu en 1952, la délégation française y présente vingt-six communications mais aucune n'est le fait d'un chercheur du Cnrs ou du moins, aucun des communicants ne se déclare comme tel. La même année se tient le « Congrès international des Américanistes » où sur cinquante-sept communications, six sont présentées par la délégation française, dont deux par le Cnrs (H. Lehmann et

A.G. Haudricourt). Par contre, en 1953 lors de la cinquième « Conférence Internationale des Africanistes de l'Ouest » qui se tient à Abidjan, le Cnrs n'est représenté par aucune des communications qui sont pratiquement toutes données par des membres de l'Ifan. J'ai tenté autre part²¹ de dresser la liste des missions effectuées tout au long de l'histoire de l'ethnologie, on peut donc s'y reporter et obtenir ainsi un second indicateur. Si l'on considère celles qui furent effectuées au début des années cinquante, il apparaît que la part du Cnrs est extrêmement faible à côté de celles d'autres organisations telles l'Ors(t)om et l'Ifan (auxquelles s'ajoutent les bourses de recherches de l'Ecole Française d'Afrique), « l'Institut International Africain », le « Ministère des Affaires Etrangères » ou « l'Unesco ». De façon plus précise, dans ces années le Cnrs subventionne pour partie les missions Griaule dans les falaises de Bandiagara, celles de Jean-Paul et Annie Lebeuf au Tchad, des Faublée dans l'Aurès, et les missions archéologiques des Reichlen (Mexique), de Guy Chauvot de Beauchêne (Sahara) puis à partir de 1952, celles d'Annette Laming et José Empereira (Brésil). Certaines de ses missions, qui seront répétées les années suivantes, prolongent ou sont le début de grandes entreprises comme nous le verrons.

Au titre de troisième indicateur on peut encore se référer au « Panorama de l'ethnologie (1950-1952) » que Lévi-Strauss publie en 1953 et à celui que dresse Balandier en 1955. Concernant les travaux français amérindiens, Lévi-Strauss ne fait référence qu'à la « Bibliographie des langues Aymara et Kicua » (de Paul Rivet et Guy de Créqui-Montfort) publiée, grâce à l'aide financière de l'Unesco, par l'Institut d'Ethnologie en 1951. Concernant l'Europe, Lévi-Strauss renvoie à « l'enquête encore inédite de Bernot et Blancard » sur un village français (financée par l'Unesco). Il mentionne les travaux « encore inédits » de Louis Dumont et « les études, encore inédites de Georges Condominas de l'Orstom » pour l'Asie et concernant l'Afrique cite les travaux de l'équipe du docteur Pales « de l'Orstom », ceux de Balandier et Mercier « de l'Ifan », de Paulme et Schaeffner (effectués grâce à une bourse de « l'Ecole Française d'Afrique »), enfin les travaux de M. Griaule et son équipe et de Jean-Paul Lebeuf sur les Sao. Les premiers sont pour partie financés par le Cnrs, les seconds le sont presque entièrement.

Publiée deux ans plus tard par Georges Balandier « France revue de l'ethnologie en 1952-1954 » montre que les choses bougent vite. Aux recherches déjà citées par Lévi-Strauss, Balandier ajoute celles de J. Rouch, A. Métraux, C. Tardits, M. Leiris, L. Bernot, J. Guiart, G. Stresser-Péan, R. Bastide, P. Métais, J. Lombard, R. Mauny, F. Girard et J. Cuisinier. Il passe aussi en revue l'ensemble des institutions participant de l'activité de l'ethnologie et cite « l'Ifan », « l'Orstom », « l'Institut d'ethnologie », « la VI^e section de l'Ephe », « l'Institut International Africain », « l'Efeo », « l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer », « le Cheam », « l'Institut d'études politiques » mais bien qu'il y ait été employé entre 1952 et 1954 (ce qui lui avait alors permis d'écrire ses thèses), Balandier oublie le Cnrs ! On mesure ici « la place » que tient le centre dans l'esprit des chercheurs !

Comme le remarque Jacques Lautman dans l'entretien qu'il a accordé à E. Pradoura et J.-F. Picard : « les premières disciplines en sciences humaines dans lesquelles il y eut des chercheurs au Cnrs sont certainement la sociologie, l'ethnologie, l'anthropologie, la préhistoire, c'est-à-dire des disciplines dans lesquelles il n'y avait pas d'emplois universitaires ». J'ajouterai à ses mots : « pas d'emplois dans le secondaire non plus » et plus que comme un organisme finançant des missions, le Cnrs fonctionne, comme une caisse, versant des salaires à un certain nombre d'ethnologues, dont la plupart se trouvent presque automatiquement rattachés (si l'on en croit du moins le « Bulletin du Muséum d'histoire naturelle ») au « Laboratoire des Hommes actuels et des hommes fossiles du Musée de l'Homme ». Dans une discipline qui demande un long investissement, il faudra encore attendre pour que les ethnologues recrutés produisent leurs premiers travaux d'envergure.

Concernant les publications, remarquons que lorsque G. Jamati suscite les éditions du Cnrs, il pense en premier lieu à l'œuvre et la correspondance de Paul Valéry et si l'on excepte « Gallia Préhistorica », dont A. Leroi-Gourhan sera l'un des éditeurs, la réédition en deux tomes en 1952 « Des langues du monde » est longtemps l'unique ouvrage à caractère « ethnologique » figurant au catalogue du Cnrs. Ses éditeurs : Cohen et Meillet sont bien entendu des linguistes, mais Rivet, Leenhardt, Stresser-Péan, Guiart, Faublée... en ont rédigé des chapitres. En fait, alors qu'assez vite le Cnrs publie des travaux de sociologie, sa politique sera toute différente vis-à-vis de l'ethnologie qui bénéficiait déjà de la collection des « Travaux et mémoires de l'Institut d'ethnologie », des « Mémoires de l'Ifan » et d'un certain nombre de collections chez des éditeurs privés. Le Cnrs choisit de les subventionner.

C. D'autres institutions

D'autres institutions ont cependant vu le jour qui attirent notamment cette partie de la profession que la nomination d'H. Vallois à la direction du Musée n'a pas satisfaite.

D'une part nous avons l'Unesco et les organismes qui s'y rattachent. Ils joueront un rôle — absolument — essentiel pour l'ethnologie entre 1950 et 1960. A partir de 1950, Alfred Métraux s'y occupe de la section des sciences humaines, en 1952 Lévi-Strauss devient le secrétaire du « Conseil International des Sciences Sociales », en 1953 Paul Rivet est nommé président de la « Commission Française de l'Unesco » et la même année Georges Balandier prend la direction d'un « Bureau International de Recherche sur les Implications Sociales du Progrès Technique » et on pourrait continuer...

D'autre part, nous avons le développement de la VI^e section de l'E.P.H.E. où Lévi-Strauss est élu directeur d'études cumulant en 1948. A partir de la seconde moitié des années 1950 la VI^e section de l'E.P.H.E. devient le pôle alternatif au Musée de l'Homme et à la chaire de la

21. Gaillard G. : « Répertoire de l'anthropologie française, 1950-1970 », 4 volumes, 720 pages et 715 pages. A paraître aux éditions du Cnrs.

Sorbonne. Concernant la VI^e section de l'Ephe on devra bien entendu se reporter au travail de Brigitte Mazon²².

Enfin, alors que Claude Lévi-Strauss pousse à la création de plusieurs directions d'études tournées vers l'Outre-Mer au sein de la V^e section, le séminaire qu'il y tient rassemble quelques-uns des plus importants protagonistes de l'ethnologie qui se dessine²³.

D. Le Cnrs et l'ethnologie dans la première moitié des années cinquante

Comme on l'a indiqué, en 1950, le directoire qui inclut G. Jamati (vice-président du Cnrs), le Doyen Davy, L. Febvre (de la V^e section), Hulliot de la Morandière (de la faculté de droit) ne comprend plus d'anthropologue ou d'ethnologue. Georges Davy, qui est avec Mauss l'héritier de Durkheim (Mauss ayant pris la part ethnologique de l'héritage et lui la part sociologique) y est en quelque sorte le représentant de la discipline. C'est lui qui en juin 1952, énonçant que « les recherches poursuivies par M. Métais justifient son maintien au Cnrs », demande le renouvellement de son allocation ou qui, lors de la session de décembre 1952, demande que l'on « ouvre à M. Rivet, secrétaire de la « Société des Américanistes », un crédit de vacances destiné à rémunérer les services de M. d'Harcourt », (ce qu'il obtient après un débat collectif).

En 1953, selon A. Leroi-Gourhan « il y a 164 ethnologues français, à cinq ou six près »²⁴. Mais l'ethnologie n'apparaît toujours pas dans les rapports du Cnrs, alors que le centre recrute désormais des ethnologues suivant une procédure établie depuis les accords qu'il a signés avec le « Centre de formation » de Leroi-Gourhan.

Il faut ici rappeler que les entrants au CFRE sont peu nombreux et les « bonnes sorties » plus encore. Ainsi « Le centre a formé pendant l'année scolaire 1949-1950 dix stagiaires parmi les anciens étudiants de l'Institut d'Ethnologie (...), trois ont satisfait aux examens de sortie ». En 1951 il recrute de nouveau dix stagiaires, mais en 1952 sept seulement et en 1957 on peut lire : « le Centre fonctionne avec un effectif limité à six stagiaires, les professeurs ayant estimé ne pas vouloir retenir d'autres candidatures parmi celles qui étaient proposées »²⁵ (le centre admet aussi des auditeurs libres).

22. Mazon, Brigitte : « Fondations américaines et sciences sociales en France 1920-1940. De la genèse de la VI^e section de l'Ephe à la fondation de la Maison des Sciences de l'Homme », Ehes, doctorat de troisième cycle, sous la direction de François Furet, 1985, 2 vol. 369 pages.

Mazon, Brigitte : « Aux origines de l'Ephe. Le rôle du mécénat américain (1920-1960) », Préface de Pierre Bourdieu, Paris, le Cerf, 1988, 187 pages.

23. En 1950-1951 : G. Balandier (qui y donne le premier exposé), Evelyne Falck, Champault, Thomas, Pairault... En 1952 : Chiva, Bernot, MacDonald... En 1953 : Jaulin, Boutiller, Condominas...

24. Leroi-Gourhan A. : « Qu'est-ce que c'est... l'ethnologie ? », Bull. du Cfre § 5, janvier 1953, pp. 1-5. Citation p. 1 et 4.

25. « Rapport de l'Institut d'Ethnologie » publié dans « Les Annales de l'Université de Paris », 1951, 1953... « Rapport du secrétaire général pour l'année scolaire », 1956-57, citation page 67.

Les élections de 1953 pour le renouvellement du comité de la section ethnologique diffèrent de celles de 1950 puisque si le comité comprend toujours douze membres, il n'est renouvelé que d'un tiers et le nombre des élus est passé de huit à quatre. Le collège A n'a droit qu'à trois élus et le collège B qu'à un. Les quarante-huit votants du collège A élisent de nouveau Vallois (41 voix) (Cté P), Griaule⁴⁰, Th. Monod³⁹. Soustelle qui s'est présenté, n'a obtenu que neuf voix. Dans la catégorie B (soixante-et-onze votants), on assiste à un match entre Claude Lévi-Strauss et Jean Rouch, le premier emporte l'élection au second tour par vingt-neuf voix contre vingt. R. Lantier (Cté P), Leroi-Gourhan (Cté P), P. Rivet, J. Soustelle, Vaufrey, Pales, Breuil et Gaudron sont nommés. En 1953 nous obtenons un comité qui est la réplique exacte de celui qui l'a précédé en 1950.

A partir de 1952 Jamati commence à se faire systématiquement excuser des sessions du directoire et il décède en août 1953. Après un temps de flottement, Michel Lejeune est nommé à sa place en 1955 et y reste jusqu'en octobre 1963. Si Georges Jamati était très proche de la littérature, c'est à l'archéologie que Lejeune s'intéresse surtout. En ce qui concerne l'ethnologie, il est d'ailleurs symptomatique qu'à l'occasion du long entretien qu'il a accordé à Pierre Mounier-Khun et Elisabeth Pradoura²⁶, M. Lejeune prononce à plusieurs reprises les termes d'assyriologie, d'archéologie, d'antiquités nationales, de sociologie, de linguistique alors que ceux d'ethnologie, d'anthropologie ou de préhistoire ne le sont pas une fois, contrairement à tous les autres entretiens effectués dans le même cadre où ces derniers termes apparaissent toujours à plusieurs reprises.

Ces préalables énoncés, si l'on observe l'apport du Cnrs à l'ethnologie dans ces années on devra retenir que :

En premier lieu il continue à régulièrement recruter des ethnologues entre 1950 et 1954 : Germaine Dieterlen, Jean Cazeneuve, Georges Balandier (en sociologie), Geneviève Calame-Griaule, Simone Dreyfus-Gamelon, Eric de Dampierre (en sociologie), Robert Jaulin, Claude Tardits, Jean-Pierre Berthe, Nicole Chavaillon, Jean Chelhod, Wilhelm Staude, Marguerite Dupire, Robert Cresswell, Jean Laude... sont parmi d'autres, embauchés. Ils sont désormais salariés par le Cnrs qui a tout simplement permis d'exister à ces jeunes chercheurs. Si certains allaient le quitter pour l'enseignement, d'autres y forment peu à peu un personnel stable important.

En second lieu, à partir de sa nomination, Michel Lejeune qui « prévoit le repli prévisible de l'Afrique du nord, fonde un organisme d'accueil à Aix-en-Provence »²⁷, organisme sur lequel s'articuleront bientôt d'importantes recherches menées par des unités du Cnrs.

En troisième lieu, des missions dont certaines ont déjà été citées (celle de José et Annie Empereira, celle des Lebeuf...) vont être soutenues année après année et apparaîtront rétrospectivement comme des unités de recherche avant qu'elles ne le deviennent formellement.

26. Lejeune M. : « Entretien du 11 juin 1986 avec E. Pradoura et P. Mounier-Khun », sous presse.

27. Idem.

Enfin et en quatrième lieu le Cnrs, faisant un gros effort financier, construit en 1955 une vedette-laboratoire ethnographique qu'il met à la disposition de l'équipe Griaule.

De 16 mètres 50 de long, dotée de tous les derniers perfectionnements techniques et de la climatisation, baptisée « le Monnogo » du nom d'un poisson mythologique du Soudan, la vedette est destinée à l'étude des diverses populations vivant le long des rives du fleuve Niger. Répondant à un courrier de Blaise Calame du 2 mars 1957, P. Delaroche, administrateur civil et chef du V^e bureau, précise le 26 mars que la décision du Cnrs relative à l'octroi d'une subvention (au total 14 000 000 F) pour la construction date du 3 novembre 1954 et que, construite à Bordeaux, la vedette fut inaugurée en septembre 1955 par M^{me} Dupouy, marraine du bâtiment et épouse du Directeur général du Cnrs. Transporté en Afrique, le bateau est mis à l'eau à Koulikoro le 8 octobre 1955 et la première expédition qui comprenait G. Dieterlen, M. Z. Ligers, M^{me} Ligers, dura d'octobre à décembre 1955 et le mena de Koulikoro au lac Debo. Bien d'autres missions suivront (1956-57, 57, 58, 59, 60..) mais la vedette arrive trop tard pour que le maître d'œuvre en prit les commandes puisque Marcel Griaule, déjà depuis longtemps malade, décède en 1956.

E. Initiatives gouvernementales

En avril 1952, le gouvernement décide la création du « Conseil Supérieur de la Recherche Sociologique Outre-Mer » auquel il confie « l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer ». Un dixième des chercheurs de l'Orstom se préoccupe de sciences humaines et en 1952, Balandier, Condominas, Soret et quelques autres y sont employés. Si le Cnrs n'avait pu obtenir la maîtrise de l'organisation et de la gestion de la recherche en Outre-Mer, le « Conseil Supérieur » ne l'obtiendra pas non plus. Il tente d'intégrer l'Ifan à l'Ors(t)om mais, bien que Leroi-Gourhan se soit rendu en ambassadeur auprès de Théodore Monod, ce dernier refusa catégoriquement une telle réforme.

La création de ce conseil ne fut qu'une des mesures de transformation qui touchent la politique de la recherche scientifique française et d'autres se répercuteront dans le champ de l'ethnologie. Ainsi, lorsque Pierre Mendès-France constitue le Gouvernement de 1954, il crée par le décret du 16 juin un « Secrétariat d'Etat à la recherche » occupé par Longchambon qui prend Georges Balandier dans son cabinet. Ce dernier profite alors des quelques mois qui vont précéder la chute du Gouvernement pour faire créer à « l'Ecole des Langues Civilisations Orientales » deux chaires de linguistique africaine qu'occuperont Pierre Alexandre (Bantou) et Pierre-François Lacroix (Peul).

Ces chaires ne seront pas seulement le lieu d'un développement de la linguistique africaine mais le début d'un « renouveau » ethnolinguistique, dont seuls quelques rares travaux publiés par l'Ifan (R.P. Prost, M. Houis), l'Efeo (Martini) et Haudricourt « maintenaient » la flamme.

En septembre 1954 le gouvernement ordonne la création du « Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique et du Progrès Technique » où, sur soixante-neuf des membres cités au Journal officiel du 3 décembre 1954,

cinq noms concernent notre domaine : Marcel Griaule qui y est désigné en qualité de représentant de l'Assemblée de l'Union Française, Raoul Combes qui représente le Ministre de la France d'Outre-Mer, Fernand Braudel la VI^e section, Roger Heim le Muséum, Jacques Soustelle, qui y est présent au titre de « Maître de recherche au Cnrs ». Une seconde vague de nominations publiées dans le journal officiel du 14 décembre, amène le nombre des membres du Conseil à cent-treize, dont C. Lévi-Strauss, P. Gourou et L. Senghor. Comme le montre Antoine Prost dans son article intitulé « Les origines de la politique de la recherche en France (1939-1958) », « le conseil accélère la professionnalisation de la recherche et la création de ressources exceptionnelles »²⁸.

Un comité de patronage (dont Jacques Soustelle fait partie) prépare un grand colloque portant sur la recherche scientifique qui se tiendra à Caen en 1956. Il réunira cent-trente participants répartis en douze commissions²⁹. Celle des lettres et du droit réunit douze personnalités dont Sauvy, Labrousse, Berger, Le Bras, Stoetzel, Lévi-Strauss, Fourastié (invités, Rivet et Vernant se font excuser). Le colloque propose notamment d'émanciper la recherche de l'enseignement, sa coordination par le gouvernement en dehors de l'éducation nationale et juge que les Laboratoires du Cnrs sont encore trop universitaires³⁰.

F. Les élections de 1957, note sur les postes attribués

En 1957 Jean Coulomb, qui restera directeur du Cnrs jusqu'en 1962, remplace Gaston Dupouy. Comme je l'ai plus haut écrit, Michel Lejeune est depuis 1955 directeur-adjoint pour les sciences humaines, un poste qu'il conserve jusqu'en 1963.

L'année 1957 voit le renouvellement du comité national dont les sections comptent désormais quinze membres, soit trois de plus que celles qui précèdent et avec une proportion différente entre nommés et élus. En 1953 nous avions huit nommés et quatre élus dont trois de rang A et un de rang B, en 1957 nous avons cinq nommés et dix élus. La commission de la VII^e section comprend Balout, Breuil, Lantier, Rivet, Soustelle qui sont nommés et Dieterlen, Gaudron, Giot, Leroi-Gourhan, Lévi-Strauss, Métais, Pales, Rivière, Vallois, Vaufrey qui sont élus.

Deux membres de l'ancien comité (1953) sont sortis : Marcel Griaule qui est décédé et Théodore Monod qui, bien que membre des deux comités précédents, réside à Dakar depuis 1938 et n'était que rarement présent aux séances. Si deux membres sont sortis du comité, cinq nouveaux y sont entrés : Lionel Balout qui y est nommé et G. Dieterlen, Giot, Métais, Rivière qui y sont élus. Balout et Giot sont des préhistoriens, Georges-Henri Rivière dirige le Musée des Arts et Traditions populaires. Océaniste, Métais a été nommé maître de conférences à l'université de Bordeaux en 1953 (où il inaugure ainsi après Paris et Lyon, la troisième « chaire » d'ethnologie); G. Dieterlen qui est encore maître

28. Loc. cit. : Prost, Antoine, 1988, 1989.

29. Idem.

30. Idem.

de recherche au Cnrs, vient d'être nommée directeur d'études à la V^e section où elle concentre l'héritage de M. Griaule.

Il est difficile d'en juger, mais avec cette nouvelle commission « le pôle représenté par Vallois » semble minoritaire. Si l'on excepte Lantier nommé et ancien conservateur en chef du « Musée des antiquités nationales », nous avons dans la commission deux anthropologues physiques, cinq préhistoriens, sept ethnologues et Leroi-Gourhan entre les deux dernières disciplines. Comparé aux élections qui ont précédé la position des ethnologues s'est légèrement renforcée, parmi ceux-ci les américanistes sont prépondérants, ils sont trois alors que nous n'avons qu'un européeniste, qu'un océaniste, qu'un africaniste.

Il m'a semblé pouvoir compter que durant le règne de la précédente commission, vingt-quatre personnes sont entrées dans la section « anthropologie, préhistoire, ethnologie » du Cnrs, dont dix en 1956. Ces chiffres n'indiquent pas cependant les postes créés mais les postes libérés. Il y a des retraites et des décès mais Joseph Tubiana et Guy Stresser-Péan ont par exemple quitté le Cnrs pour l'enseignement. Entre 1957 et 1960, la section recrutera environ vingt-huit personnes dont les spécialités se partagent approximativement selon les proportions qu'occupent les trois disciplines au sein du comité. Par contre, les africanistes engagés sont largement majoritaires, alors que les océanistes et les orientalistes n'obtiennent chacun qu'un poste. Il faut dire que le Cnrs commence à prendre en Afrique la relève de l'Ifan et qu'en 1960 — année des indépendances — s'effectuent onze des vingt-huit recrutements.

Les entrants comme attaché ou chargé de recherche sont rattachés à un directeur qui est aussi souvent leur directeur de thèse, ainsi en ethnologie Arlette Frigout à Claude Lévi-Strauss, Michel Panoff à Jean Guibert, Corneille Jest à André Leroi-Gourhan. Jusqu'en 1960 et bien qu'en légère augmentation, il ne semble pas que le nombre des missions financées par le Cnrs soit en proportion de beaucoup supérieur à ce que nous avons exposé pour les années précédentes. Par contre, s'il ne publie toujours pas d'ethnologie, le Cnrs augmente considérablement les subventions qu'il accorde à l'édition.

G. Création de la Direction Générale de la Recherche Scientifique et Technique (D.G.R.S.T.)

En 1958 le cabinet du Gouvernement de de Gaulle crée un comité inter-ministériel à la recherche scientifique de douze sages devant faire des propositions au Gouvernement en matière de recherches et en 1959 est créée la « Direction Générale de la Recherche Scientifique et Technique » qui doit établir la politique française en cette matière. Grâce à l'amitié d'Alfred Sauvy qu'il avait rencontré à l'institut Carrel puis suivi à l'Ined, Robert Gessain est nommé au Conseil des sages.

R. Gessain, médecin, est lié au « Musée de l'Homme » depuis les années trente. Il fut membre de la première puis de la seconde expédition française au Groenland que dirige Paul-Émile Victor en 1934 et 1935, puis cinquième pensionnaire de « l'École Française de Mexico » en 1937. Il est nommé sous-directeur du « Musée de l'Homme » en remplacement

de Léon Pales en 1958 et profite de sa présence au conseil pour monter presque immédiatement un important programme de recherches (du moins à l'échelle de la discipline) financé par la D.G.R.S.T.

Son programme propose d'étudier « les modes et les capacités d'adaptation humaine » et prolonge en quelque sorte, ce que déjà Carrel avait envisagé. Gessain veut rendre compte en ce sens, pluridisciplinairement et comparativement, de trois isolats démographiques : un isolat esquimo du Groenland (Angmassalimiut), un isolat sénégalais-Bassari (Kédougou) et deux isolats français situés en Bretagne (Plozévet et Goulien). Notons qu'en 1934 il avait déjà travaillé à Angmassalimiut et auprès des Bassari en 1946, puis en 1948-49. Financé par la « Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique » que Pierre Piganoli puis qu'André Maréchal dirige, le programme de recherches recevra des fonds du Cnrs à partir de la création de la « R.C.P.11 » puis du « Laboratoire de Recherche Anthropologique du Musée de l'Homme ». Mais nous sommes ici en 1960 et avant d'exposer ces points, il convient de nous arrêter et de revenir sur quelques années, afin de balayer d'autres innovations institutionnelles.

H. La Sorbonne, la VI^e section, le Centre d'Analyse Documentaire pour l'Archéologie

Le premier des changements n'est pas une innovation mais l'élection de Leroi-Gourhan à la chaire de M. Griaule décédé. D'après plusieurs témoignages Griaule aurait souhaité que Lévi-Strauss prenne sa relève, sa veuve lui communiquera ce désir et c'est sous la direction de Lévi-Strauss que Geneviève Calame-Griaule continuera sa thèse. Est-ce la proximité de la guerre ? Lévi-Strauss refusera de se plier au rite des visites, obligatoire pour être élu, Balandier pense se présenter mais Leroi-Gourhan ayant été son responsable du temps des « chantiers de chômeurs intellectuels », les règles institutionnelles lui seront rappelées. Leroi-Gourhan est donc élu à une chaire qui n'est plus « d'ethnographie », mais « d'ethnologie générale et de préhistoire » et le Cfre qu'il dirige devient le prolongement direct de cette chaire.

Nous avons mentionné l'Unesco comme particulièrement importante dans la décennie des années cinquante et, en ajoutant qu'il ne fallait pas négliger la création de directions d'études à la V^e section de l'Ephé, indiqué l'importance toute particulière de la VI^e section de l'Ephé. C'est au sein de cette dernière que va se mettre en place l'idée de « Centre de documentations et de recherches » dont le « Centre d'études africaines » que dirigera Georges Balandier et dont j'ai raconté ailleurs la naissance³¹ sera parmi les premiers. D'octobre à décembre 1955, Fernand Braudel enquête aux U.S.A. sur les programmes « d'Area Studies » des universités américaines. En décembre la Fondation Rockefeller accorde à la VI^e

31. « Le premier centre d'études africaines », de loc. cit. : Gaillard, Gérard : « Images d'une génération. Éléments pour servir à la constitution d'une histoire de l'anthropologie française de ces trente dernières années ». Thèse dite de nouveau régime, directeur : G. Balandier, soutenue en juin 1988, 10 volumes, tome II : chapitre 11, pp. 549-569.

section deux années de subventions (qui seront renouvelées) pour un programme relatif au développement d'études sur les aires culturelles.

A une époque où Clémens Heller, responsable des subventions de la « Fondation Rockefeller » puis de celles de la « Fondation Forde », donnait des exposés dans le cadre du séminaire de Claude Lévi-Strauss³², il semble que l'idée de ce dernier ait été de créer au sein de la VI^e section, un « Centre d'ethnologie comparée » et des centres régionaux à vocation plus ethnographique qui auraient été chapeautés par le premier.

Pour des raisons qui en partie m'échappent, ce n'est pas ainsi que les choses vont évoluer mais plutôt vers la création de lieux indépendants. Viendront donc successivement un « Centre d'études chinoises », puis des centres d'études indiennes, d'études maghrébines, d'études arctiques, de l'Asie du Sud-Est... alors que parallèlement, Cl. Lévi-Strauss monte un « Centre d'audio-visuel » dont il laisse la direction à J. Rouch et G. Dieterlen au sein de la V^e section et qu'il aide J. Guiart à créer un « Centre d'études de documentations océaniques » (1962). Ces différents centres, qui joueront un rôle essentiel pour l'ethnologie et dont la vocation régionale dépassait largement une démarche strictement ethnologique, seront les noyaux originels de nombreux laboratoires du Cnrs qui existent aujourd'hui.

Si ce n'est pas exactement sur le modèle qu'il souhaitait que le programme des « aires culturelles » vit le jour, l'option scientifique que Lévi-Strauss avait choisie et que rien ne symbolise mieux que les séminaires portant sur les mathématiques et les sciences humaines (organisés sous l'égide de l'Unesco), devait aussi croiser d'autres démarches visant et croyant à ce même passage des sciences de l'homme à la scientificité.

I. Le « Centre d'Analyse Documentaire pour l'Archéologie » et le « Groupe de Recherche sur l'Analyse Sémantique de la Littérature Orale »

Présentant en 1955 au séminaire de Lévi-Strauss une communication sur « la notion de modèle dans la documentation archéologique », Jean-Claude Gardin publie en juillet 1955 dans la revue « Diogène » un article où il met en exergue le manque d'organisation de l'information scientifique et où il propose, pour y remédier, un principe mécanographique qu'A. Seyrig, directeur de l'Institut d'Archéologie de Beyrouth, le charge de mettre au point sur un matériel concret. C'est ainsi que J.-C. Gardin et J. Deshayes vont créer un premier fichier mécanographique sur les « Outils de l'âge de bronze des Balkans à l'Indus ». Le fichier publié par le Cnrs rencontre un grand succès et J.-C. Gardin est invité aux U.S.A. et en Allemagne. En 1957, le Cnrs décide de transformer sa mission en service permanent : le « Centre mécanographique de documentation archéologique » appelé ensuite « Le centre d'analyse documentaire pour l'archéologie » qui diffusera « un certain nombre de

32. C. Heller : « La collaboration entre l'historien et l'ethnologue », séminaire de Cl. Lévi-Strauss. Annuaire de la V^e section de l'E.P.H.E., 1954-1955. Exercice 1953-54.

répertoires sur cartes perforées, pour les secteurs de l'archéologie envisagés jusqu'alors mais qui prêteront aussi son concours aux spécialistes qui souhaiteraient promouvoir dans d'autres domaines, des entreprises analogues ».

En 1958, J.-C. Gardin qui continue à suivre le séminaire de Lévi-Strauss, commence à travailler sur l'analyse structurale en cours des mythes d'origine des indiens Zuni sur lequel le maître s'était penché à partir des années 1952-1953. En 1959 il présente son travail et en 1960 Lévi-Strauss lui confie la direction d'un de ses séminaires intitulé « Méthode moderne et révolution dans les techniques des sciences humaines » au cours duquel plusieurs de ses collaborateurs présentent leurs propres recherches : Françoise Héritier-Izard, Lucien Sébag, Fiskus, le R.P. Allard. A citer ces noms, (et on pourrait en ajouter d'autres tels ceux d'Alfred Adler, Marie-Paule Ferry, B. Rupp-Eisenreich, Colette Piaux) le centre joue le rôle d'un lieu d'accueil pour les chercheurs qui n'avaient pas encore de poste. Issu du centre de Gardin, se forme ensuite au « Laboratoire d'Anthropologie Sociale » un « Groupe de Recherche sur l'Analyse sémantique de la littérature orale » qui comprend M^{me} Gamelon, N. Belmont, J. Bolens, L. Sébag puis Judith Bataille et Pierre Smith.

Depuis 1950 C. Lévi-Strauss est directeur d'études à la V^e section, en novembre 1958, il est élu à une chaire au Collège de France dont M. Merleau-Ponty a obtenu pour lui la création.

On trouve la présentation suivante du « Laboratoire d'Anthropologie Sociale » dans les archives de la VI^e section : « Le Laboratoire d'Anthropologie Sociale regroupe les travaux et recherches poursuivis autour de l'enseignement de M. C. Lévi-Strauss au Collège de France et à l'Ephe (VI^e et V^e section). Si le Musée de l'Homme est le lieu des études portant sur les produits de l'industrie humaine, le laboratoire d'anthropologie sociale est celui des études portant sur les créations de la pensée humaine telles qu'on peut les appréhender de façon concrète dans les coutumes, croyances, institutions, etc. ». Ce document daté de 1960 qui n'est pas signé, révèle aussi que trois livres sont en cours de rédaction : de C. Lévi-Strauss : « Le totémisme aujourd'hui » et « Les exercices d'analyse mythologique », de Lévi-Strauss et J.-C. Gardin : « L'Analyse structurale de la mythologie des indiens Zuni du nouveau Mexique » et que, sous la direction d'Isaac Chiva, deux enquêtes sont menées. L'une porte sur l'économie et le droit coutumier en Corse, l'autre sur les réactions sociales suscitées par la construction d'un centre atomique.

Publié par Lévi-Strauss dans « l'Annuaire du Collège de France » le compte rendu « 1960-1961 » nous indique que « le personnel permanent » du laboratoire comprend neuf personnes : M^{lle} S. Pinton, M^{me} E. H. Lemay, M^{lle} N. Belmont, M^{me} M.C. du Bouchet, M. L. Core, G. Challamel, J. Pouillon, M. Izard et I. Chiva (qui en est le sous-directeur). Michel Izard est employé par la Dgrst, Nicole Belmont par l'université de Paris (il est probable que Lévi-Strauss a obtenu ce poste en tant que directeur-adjoint de l'Institut d'ethnologie), quatre des autres membres sont dits être « chef de travaux à la VI^e section. Aucun n'appartient à la V^e section (qui attribuera un poste à Lévi-Strauss en 1963), aucun n'appartient au Collège et aucun non plus au Cnrs.

J. La section au sein du Cnrs, des Ifan au Cnrs, quelques missions

En 1958 la section « Anthropologie, préhistoire, ethnologie », compte cent-trois chercheurs alors qu'à titre de comparaison, la sociologie en compte cent-trente-six et la géographie vingt-cinq. Une année plus tard quatre postes supplémentaires sont créés et elle en compte cent-sept dont soixante-trois ethnologues, trente-trois préhistoriens et onze anthropologues. En 1949, la section comptait quarante-trois chercheurs, ce qui représente donc une augmentation de 151 % des effectifs en dix ans, alors que sur la même période, de quatre enseignements (trois à Paris, un à Lyon) la discipline est passée à vingt-six, soit 550 % d'augmentation. Si l'on considère que tous ces enseignements ne concernent que le supérieur, que les enseignants sont en majorité habilités à diriger des thèses et qu'ils sont forcément en poste pour assez longtemps puisque venant pour la plupart d'être nommés, on devine les problèmes de débouchés qui se profilent pour la génération suivante.

Depuis 1949, les statuts du Cnrs n'ont pas bougé mais le 9 décembre 1959 une nouvelle série de décrets qui prévoient l'annualité du rapport de conjoncture, qui s'accompagne d'une augmentation importante de crédits, réorganisent les sections, modifient la désignation des commissions dont les membres n'étaient que proposés à la nomination du Ministre et qui sont désormais nommés pour moitié par le « Ministre de l'Éducation Nationale » et le « Premier Ministre », et pour moitié par des corps électoraux qui sont d'ailleurs réorganisés : les assistants de l'université n'en font plus partie. On va bien là, comme on le voit, dans le sens défini par le colloque de Caen : l'augmentation des crédits de la recherche et sa séparation de l'enseignement universitaire.

En 1959-1960 nous avons cent-neuf chercheurs relevant de la section vingt mais le rapport d'activité d'octobre 1959 à octobre 1960 ne relève l'existence que de deux centres dédiés aux sciences humaines. Le « Centre d'études sociologiques » que dirige Jean Stoetzel (et qui compte onze sections dont l'une est intitulée : « Sociologie de l'Outre-Mer ») et le « Centre d'Analyse Documentaire pour l'Archéologie » dirigé par J.C. Gardin qui est dit travailler « sur trois projets mécanographiques » : la peinture des vases grecs, le projet Coran et celui des mythes Zuni. N'est donc mentionnée par ce rapport aucune « autre » activité touchant l'ethnologie ni aucun centre s'y rapportant.

Si le « Rapport d'activité » ne mentionne l'apport du Cnrs à l'ethnologie qu'à travers l'exposé du centre de Gardin et n'en traite qu'à partir du « Rapport d'activité d'octobre 1961-octobre 1962 », le « Rapport National de Conjoncture » de novembre 1959 lui donne une place comme ceux qui suivent.

Etonnamment pourtant les « Rapports de Conjoncture » 1960-1963, pas plus que le « Rapport d'activité 1962-1963 », ne mentionnent la signature d'importants accords qui, selon les archives de la RCP.11, viennent d'avoir lieu entre des gouvernements d'anciennes colonies et le Cnrs. Durant l'année 1959, on prépare les indépendances des pays africains et, avec la décolonisation, la démembralisation de l'Ifan en plusieurs centres nationaux, dont la question des ressources se pose très vite.

Si les quatorze membres de l'Ifan (excepté l'un d'entre eux) sont versés à l'Orstom, et que l'Office est responsable du contrôle financier des anciens « centrifan », elle ne put en prendre le contrôle en dépit de son désir³³. C'est dans ce contexte que, sous l'impulsion de Jean Rouch, le Gouvernement du Niger signe en 1960 un accord avec le Cnrs pour constituer à Niamey une base de recherches. Les termes de cet accord sont simples : le gouvernement local fournit l'infrastructure, le Cnrs le fonctionnement de la recherche. Un double programme est d'ailleurs défini qui comporte l'ethnographie des différentes ethnies du Niger et l'étude de problèmes particuliers (telle l'étude des problèmes de la pêche traditionnelle). Pour le mettre en œuvre : Guy Nicolas, Suzanne Bernus, Henri Raulin, Edmond Bernus, Marc Pialut, Colette Pialut qui, pour la plupart, ont déjà travaillé sous la direction de Jean Rouch, viendront assez vite rejoindre le « Centre national de la recherche en sciences humaines du Niger ». Trois d'entre eux entrent au Cnrs en 1960 et deux autres en 1961. Cette année-là, un autre accord est signé pour la création d'un Centre Tchadien des sciences humaines. Jean-Paul Lebeuf en est le directeur, Annie Lebeuf et R.P. Pairault y sont nommés, tous trois appartiennent au Cnrs. Alfred Adler viendra bientôt les rejoindre. En 1961 un troisième accord est signé par le Gouvernement Voltaïque, l'Ifan y est alors dirigé par Guy le Moal (de l'Ifan) et par Jean Capron (entré au Cnrs en 1959). Guy le Moal entre au Cnrs en 1964 et plusieurs chercheurs entrés au centre, vont-travailler en Haute-Volta (Michel Cartry et Michel Izard en 1964, Françoise Héritier en 1966). Notons que Robert Pageard participe aux travaux du centre, magistrat prolongeant ainsi la tradition de l'honnête homme.

L'Ifan de Dakar que dirige Théodore Monod, sera intégré à la toute nouvelle université de Dakar et les conditions financières des centres qui étaient financés sur les budgets des États naissants ou par le « Ministère de la Coopération » furent certainement inégales. Celui d'Abidjan (Tournier, Holas) tout simplement périclitera et l'Orstom et l'Université en prendront la relève en 1964. Le centre Ifan de Bamako (anciennement dirigé par G. Brasseur) sera remplacé par un « Institut Malien de sciences humaines » créé en 1963 et dirigé par Hampaté Ba et O. Cissé. Au Dahomey, J. Lombard qui avait bien du mal à prolonger le travail accompli, avait quitté le pays pour le Sénégal.

Comme je l'ai écrit, les accords signés ne sont pas signalés dans les « Rapports de conjoncture du Cnrs » pour les années 1961/1962 et 1962/1963, qui pourtant considèrent la question des Centres Ifan. En effet, après de brèves remarques touchant l'anthropologie et la préhistoire, ils ne mentionnent qu'un seul point à la rubrique ethnographie : « La disparition des centres d'ethnologie régionaux de l'Ifan » (1960-61) (...) « la situation dramatique des centres régionaux de recherches ethnologiques dans les anciennes A.O.F. et A.E.F. », précisant (rapport 1961-62) que « les centres ne reçoivent plus l'aide de l'Ifan, devenu lui-même institution universitaire franco-sénégalaise. L'Orstom refuse de les prendre en charge » (1961-62). En fait, comme on l'a dit, le personnel avait été versé à l'Orstom (ce qui lui avait valu de très considérables

33. Entretien de l'auteur avec Guy le Moal, Théodore Monod, Jean Rouch...

augmentations de salaire) et l'Office se battait pour que les Centrifans deviennent des centres Orstom. S'agissait-il de pousser le Cnrs par les déclarations alarmistes qui n'étaient donc pas totalement fondées ? On peut le penser; Jean Rouch est alors au comité national de la section et s'oppose à une main mise de l'Orstom sur les anciens centres Ifan ce qui implique qu'il se tourne vers le Cnrs. Avec un personnel de recherche Cnrs, les centres de recherches nationaux au Niger, en Haute-Volta et au Tchad, constituent des équipes qui sont, en quelque sorte, déjà des unités de recherches bientôt regroupées au sein de la RCP.11.

En 1960-1961, il existe par ailleurs d'autres pôles de l'activité ethnologique qui se rapporte au Cnrs. Dans les pages qui précèdent, j'ai insisté sur des missions partiellement ou entièrement financées par le Centre (missions Griaule, Lebeuf, Reichlen, Empereur...) en disant d'elles qu'elles étaient le début ou la continuité de grandes entreprises, mais je n'ai rien dit d'autres missions qui devaient débiter un peu plus tard, telle la « mission sociologique de l'Oubangui-Chari ». Effectuée par l'Orstom, entre 1954 et 1955 à la demande du Haut-Commissariat de l'A.E.F., elle fut dirigée par Eric de Dampierre, « Exchange Fellow » de l'université de Chicago entre 1950 et 1952, puis entré au Centre d'études sociologiques du Cnrs. La mission comptait aussi P. Clément et J.M. Singa. En 1957-1958, Eric de Dampierre organise une seconde mission, cette fois sous l'égide de la VI^e section et du Cnrs, qui comprend Jannie Maurel, R. Banghzi, P. Clément et surtout, outre E. de Dampierre, Anne Laurentin. En 1958 puis 1959 elle étudiera sur six-cent cinquante femmes, le lien existant entre stérilité et condition physique, débutant une longue première enquête d'anthropologie médicale. Dampierre publiera un énorme ouvrage sur un ancien royaume africain de cette région et bien des années plus tard, en 1980. Anne Retel-Laurentin organisera dans les locaux du Cnrs une première table ronde sur « santé et sciences humaines » puis, en 1983 et peu avant son décès, le premier colloque français d'anthropologie médicale qui se tint sous l'égide du Cnrs.

Il me faut encore au moins citer d'autres grandes missions marquant l'histoire de la discipline jusqu'en 1960 : en Côte d'Ivoire, celles de Raulin, de Meillassoux et Deluz; au Tchad, celles de Cl. Pairault, de Jaulin et Pouillon; en Afrique Centrale celle de Lucien Demesse et Cl. Huchin; aux confins du Tchad celle de J. Tubiana, Bailloud, Pénissou, Capot-Rey; au Cameroun celle de C. Tardits. Aucune de ces missions ne semble avoir été financée par le Cnrs. Par contre et dans les mêmes années celles de Dreyfus, Chapman, J. Michéa aux Amériques, de Louis Berthe à Timor, de Bernot au Pakistan, de Jest au Népal sont des missions Cnrs.

K. Le Laboratoire d'Anthropologie sociale et son réseau

« En mars 1960 Pouillon, Chiva et Lévi-Strauss se retrouvent tous les trois avenue d'Iéna, dans l'ancienne salle de bain de Monsieur Guimet, créateur du Musée du même nom ». Ce local appartient à la V^e section et s'y constitue « le Laboratoire d'anthropologie sociale ». Comme l'énonce encore Isaac Chiva, Lévi-Strauss se fixe dès ce moment trois objectifs : contre l'isolement géographique constituer un corps théorique

commun, doter le monde professionnel d'une revue scientifique, améliorer l'enseignement de l'ethnologie en premier cycle³⁴. Pour le premier de ces points la cause est déjà entendue. Lévi-Strauss a gagné les joutes auxquelles l'ont appelé Caillois, puis Gurvitch et s'apprête à gagner un grand combat contre Sartre³⁵. Il a repris la Chaire de M. Mauss au « Collège de France » et non seulement domine la discipline, mais attire à elle une génération d'intellectuels. En 1961, il accomplit le second des points de son programme en créant la revue « l'Homme » publiée par le laboratoire sous la direction d'E. Benveniste, de P. Gourou et de lui-même. Dès le premier numéro, il invite de grands noms qui n'ont rien de structuraliste à écrire dans la revue et il a le génie « stratégique » d'en confier la direction à un ethnologue non-professionnel, puisque Jean Pouillon est, et restera jusqu'à sa retraite, rédacteur à l'Assemblée nationale. Il remet en selle la collection des « Cahiers de l'Homme », qu'il avait créée en 1949 (et n'avait que trois numéros) et lance aussi une seconde revue de grandes qualités : « Etudes rurales » dont s'occupera I. Chiva et qui fera le lien avec des milieux extérieurs à l'ethnologie dans la mesure où il en confie la direction à G. Duby et D. Faucher. Nous verrons dans la seconde partie de cet article ce qu'il en fut de l'enseignement, troisième point de son programme.

Le compte rendu de 1961 publié dans l'annuaire du Collège de France nous dit que « M^{lle} S. Pinton assure, à travers le « Centre Documentaire d'Ethnologie Comparée », l'exploitation du seul exemplaire européen de « l'Human Relations Area Files de l'Université de Yale », « le Cnrs ayant fourni les premiers équipements ».

Les archives de la VI^e section de l'Ephe révèlent qu'après une première démarche faite par le directeur de l'Unesco en octobre 1958, Gaston Berger obtient que l'exemplaire de l'« Human Relations Area Files de l'Université de Yale » que le Gouvernement américain comptait offrir à l'Europe, soit remis à la VI^e section de l'Ephe, laquelle avec la « Maison des Sciences de l'Homme », assure les frais de transport « car sans cette décision les Files seraient partis pour la Hollande ». La direction scientifique des « Files » est confiée à C. Lévi-Strauss à qui est accordé du personnel supplémentaire pour gérer le fichier. Notons qu'un courrier, daté de 1961, indique que l'Unesco « dépensait plus de fonds pour l'utilisation des seuls fichiers que pour le reste de l'Ecole »³⁶. Créé par Georges Murdock à l'université de Yale en 1937 et financé par la U.S. Navy, le « Human Relations Area Files » présente une compilation codifiée d'informations distribuées sur 1 300 000 fiches concernant 170 populations au moment où le laboratoire en prend possession et chaque semaine arrivaient de nouvelles fiches.

Ce fut à l'époque un grand succès. Lacan y alla voir quels sont « les gestes de dénégation et d'affirmation à travers le monde », G. Friedman

34. Cf. : Témoignage d'Isaac Chiva diffusé sur « France culture » le 15 novembre 1986 dans l'émission « Le bon plaisir de C. Lévi-Strauss ».

35. On se reportera aux chapitres 1 : Lévi-Strauss, 4 : Lévi-Strauss et Sartre de ma thèse pour un long développement sur ces questions.

36. Archives de la VI^e section de l'Ephe, carton Aires culturelles.

« les attitudes à l'égard du travail dans les cultures non-industrielles », R. Aron celles à l'égard de la « guerre et de la paix » et bien d'autres s'y rapportèrent : B. Pignède, S. Moscovici, Verdier, Guiart, Bekombo, Baudez...

Outre l'activité du « Centre Documentaire d'Ethnologie Comparée » constitué à partir du fichier, et les publications plus haut mentionnées, le compte-rendu de « l'Annuaire du Collège de France 1960-1961 » indique deux entreprises de recherche menées en collaboration. L'une avec le laboratoire de Gessain, à travers l'enquête pluridisciplinaire sur les isolats de la Dgrst et pour laquelle Michel Izard travaille sur le terrain breton. L'autre avec le « Centre d'Analyse Archéologique du Cnrs » dans le cadre duquel M^{me} Gamelon, M^{lle} Bollens et M. Sébag ont commencé à travailler sur les mythes d'origine des indiens Zuni.

Si, en 1961, le personnel du « Laboratoire d'Anthropologie Sociale » comprend neuf personnes, à ce personnel on peut ajouter les vacataires du Cnrs et de la « Fondation Forde » du centre de Gardin, que le rapport d'activité du laboratoire n'inclut pas comme faisant partie de son personnel permanent.

Une année plus tard, en 1962, le rapport indique que : « l'effectif permanent du laboratoire d'anthropologie sociale comprend dix-sept personnes ». Onze relèvent de la VI^e section de l'Ephe et cinq du « Groupe d'Analyse Mythique » issu du Centre de Gardin et fonctionnant grâce à des crédits de vacations sous la direction de Lucien Sébag. En 1963, le rapport ne compte plus que neuf personnes comme « l'effectif permanent du laboratoire » (dont Michel Izard, qui est dit avoir terminé son enquête sur un isolat en Bretagne). Notons qu'Arlette Frigout, Pierre Clastres, Lucien Sébag, tous trois attachés au Cnrs et relevant de l'autorité de Lévi-Strauss, ne sont pas inclus parmi les membres du laboratoire bien qu'ils entreprennent les premières missions effectuées sous son égide aux Amériques (Arizona et Paraguay).

On peut aussi ajouter que le « Centre d'Analyse et de Recherche Documentaire sur l'Afrique Noire » fait le pont avec le « Laboratoire d'anthropologie sociale ». Durant l'année académique 1957-1958, le centre africaniste de la VI^e section de l'Ephe s'était scindé en un « Centre d'Etudes Africaines » et en un « Centre documentaire ». Très enthousiasmé par les perspectives qu'ouvraient les méthodes de Gardin, C. Heller avait poussé à la mise en place d'un service de « documentation automatique » pour l'Afrique, qu'Ariane Deluz réclamait dans son rapport de 1959, en y préconisant l'emploi des méthodes de Gardin sous le contrôle de ce dernier.

Après une proposition faite par C. Heller, Françoise Héritier accepte de prendre la direction du centre en septembre 1960 mais à la condition que ce soient bien ces mêmes méthodes qui y soient employées. En 1961 elle donne une série de conférences aux U.S.A. sur ce thème, puis dirigera le Cardan jusqu'en 1965. Enfin, quittant l'Ephe, elle obtient son détachement au Cnrs et entre au laboratoire de C. Lévi-Strauss. On devine sans peine que toute l'entreprise se fit au grand dam de Georges Balandier qui, très lié à Lévi-Strauss jusqu'en 1960 et ne marchant pas aux « Mythologiques », devient ensuite son principal adversaire.

Entre 1960 à 1963, Claude Lévi-Strauss est membre du directoire du Cnrs qui est passé de neuf à vingt-quatre membres. Cette nouvelle responsabilité cumulée aux diverses positions de pouvoir que déjà il occupe, fait de lui l'ultime instance de l'ethnologie.

L. Le quatrième comité de la section, l'enquête sur les isolats, la création des Rcp

Lors de son renouvellement et conformément aux nouvelles dispositions, la commission de 1960 compte vingt membres contre quinze pour celle qui avait précédé. Gaudron, Soustelle, Vaufrey n'y sont plus, alors que Joffroy, Deschamps, Guiart, Rouch, Gessain, Ferembach, Marcel-Dubois, Stresser-Péan et le Père O'Reilly y entrent.

De ces vingt membres, dix sont élus et dix nommés (dont quatre des cinq préhistoriens). En y incluant Leroi-Gourhan, douze sont des ethnologues et on peut dire que toutes les tendances qui coexistent dans la discipline sont représentées. Plus encore, pour que tous les fondateurs de l'époque y soient présents, il ne manque que Georges Balandier qui relève du collège de la section de sociologie, Georges Condominas qui vient d'entrer à la VI^e section après avoir travaillé pour l'Orstom depuis 1946, et Louis Dumont, qui ne sera jamais membre du comité national et qui, étrangement, n'apparaît qu'en 1970 sur les listes électorales.

C'est dans la rubrique « Anthropologie » de la section 20, que le « Rapport national de conjoncture 1961-62 du Cnrs » nous indique qu'« après la création de la Délégation Générale, une équipe pluridisciplinaire a été constituée ». Elle a son centre au « Laboratoire d'anthropologie biologique du Musée de l'Homme » et enquête notamment sur deux communes de Bretagne. Placée sous la direction de R. Gessain, l'équipe comporte des spécialistes en anthropologie physique, en démographie et des ethnologues dont Christian Pélas et Michel Izard qui mène une enquête sur les réseaux d'alliance.

C'est dans le même esprit d'interdisciplinarité que sont créées les Rcp, comme le souligne le « Rapport national de conjoncture » 1962-1963. Ajoutons qu'il s'agit aussi de lutter contre une possible sclérose des laboratoires en retrouvant un esprit d'entreprise par la désignation d'un responsable.

Cette restructuration fut imposée à l'ethnologie qui n'avait aucun laboratoire par une politique que le Cnrs mettait surtout en place vis-à-vis des sciences exactes. Mais c'est avec la création des R.C.P. qui sonne le glas des subventions attribuées à titre individuel, que le Centre rompt avec une conception Cnrs-Caisse. Dans notre domaine, la première de ces Rcp est la RCP.11, qui groupera des anthropologues, des sociologues, des géologues, des archéologues... Le responsable de la R.C.P. répartira les voitures, les missions etc. et va faire tourner le tout.

Avant de terminer cette première partie, il m'importe de faire le point sur un des aspects du développement de l'ethnologie vers la fin des années cinquante. Depuis la création de la discipline et avec des aléas, il y a eu un va et vient constant, ou plutôt une véritable relation entre

professionnels et non-professionnels. Ces derniers sont présents au bureau des associations (sociétés des africanistes, des océanistes, d'anthropologie etc.), ils écrivent des livres et des articles publiés dans les journaux professionnels ou semi-professionnels (telles que « Notes africaines »), ils donnent des communications, participent aux colloques. Ils sont donc producteurs d'ethnologie et en consomment beaucoup. A partir des années 1955 les professionnels commencent à les critiquer et s'attaquent à l'ethnologie des non-professionnels, qualifiés d'amateurs ou d'aventuriers. C'est pourtant sous ce vocable et ceci nous ramène aux « sentiments » de l'époque, qu'en 1957 « les Nouvelles littéraires » lancent une série de reportage intitulée « les chevaliers de l'aventure » : le premier chevalier étant Lévi-Strauss, le second Balandier... et cette même année André Bazin (critique filmographique) parle de « film d'exploration » à propos de J. Rouch³⁷. On verra que ces dénominations seront abandonnées au début des années soixante.

Avec l'avènement de « la science » se sont constituées au sein des sociétés savantes comme deux sociétés parallèles. L'une à prétention scientifique écrit pour ses pairs, l'autre plus « littéraire » continue à s'adresser au public cultivé. On peut dater de 1956-1960 l'évincement de « l'amateur lettré », la disparition de l'honnête homme (colon ou ancien colon, fonctionnaire colonial ou élite locale) intéressé par l'ethnologie. En 1960, les professionnels ont gagné : le livre de voyage remplace les pages des amateurs éclairés. Peu de non-professionnels parmi les collaborateurs des journaux à partir de 1960, date où d'ailleurs une société aussi typique que celle des « Amis de l'Ifan » est dissoute par son président Louis-Vincent Thomas. Elle était passée de 228 cōtisans en 1956 à 161 en 1960.

37. Cf. : « Les Nouvelles Littéraires : Les chevaliers de l'aventure », le 9.2.1956, interview de C. Lévi-Strauss par André Bourin. Le 23.3.1956 de A. Gheerbrandt, puis le 1.8.1957 de G. Balandier, suivra P.H. Victor. André Bazin : « L'évolution du film d'exploration (à propos de « Mogambo », de « Forêt sacrée » et du cinéma de J. Rouch) », dans « Monde Nouveau Paru », § 89, 1955, p. 255.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE : HISTOIRE DE L'ETHNOLOGIE AU CNRS

Cette bibliographie ne comprend que la documentation utilisée pour la rédaction de cette première livraison de notre article.

A. Séminaire

Séminaire de Monsieur le Professeur Antoine Prost : « Histoire du Cnrs », année 1987-1988; 1988-1989.

B. Collection de périodiques

« Annales de l'université de Paris Sorbonne » 1941-1959 (Rapport sur l'activité de l'Institut d'ethnologie pendant l'année scolaire.

« Bulletin du Centre de Formation à la Recherche Ethnologique », 1951-1953, 8 numéros.

« Bulletin Officiel de l'Education Nationale » : du jeudi 13 juillet 1950, suppl. § 25, 16 pages; du jeudi 8 octobre 1953, suppl. § 35; du 28.3.1957; du lundi 11 avril 1960, pour la composition du comité national.

C. Livres et articles

Anonyme (Rivet, Lévi-Strauss ou Leroi-Gourhan ?) : « Rapport sur l'activité de l'Institut d'Ethnologie de l'Université de Paris durant l'année scolaire 1954-1955 », dans « Annales de l'Université de Paris Sorbonne », 26 année, 1956, § 1, pp. 92-102.

Anonyme : « Institut d'Ethnologie. Rapport du secrétaire général pour l'année scolaire 1955-1956 », « Annales de l'Université de Paris Sorbonne », 27 année, 1957, § 1, page 231.

Anonyme : « Institut d'Ethnologie. Rapport du secrétaire général pour l'année scolaire 1956-1957 » dans « Annales de l'Université de Paris Sorbonne », 28 année, 1958, § 1.

Anonyme : « Institut d'Ethnologie. Rapport du secrétaire général pour l'année scolaire, 1957-1958 », dans « Annales de l'Université de Paris Sorbonne », 29 année, 1959, § 1, pp. 87-93.

Balandier, Georges : « France. Revue de l'ethnologie en 1952-1954 », dans « Yearbook of Anthropology », New-York, Wenner-Gren Foundation for Anthropological Research Incorporated, 1955, pp. 525-540.

Desmoulin, Olivier : « Les sciences humaines et la préhistoire du Cnrs », dans la « Revue française de sociologie », XXVI, 1985, pp. 353-374.

Druesne G. : « Le Centre National de la Recherche Scientifique », Paris : Masson et cie, coll. organisation et politique de la recherche scientifique, 1974, 372 pages.

- Faublée, Jacques : « Systèmes sociaux et civilisations. I : Recherches ethnographiques », (compte rendu); dans « l'Année Sociologique », 3^e série, 1969 publié en 1971, pp. 228-258.
- Gaillard, Géraud : « Images d'une génération. Eléments pour servir à la constitution d'une histoire de l'anthropologie française de ces trente dernières années ». Thèse dite de nouveau régime soutenue le 7 juillet 1988. Directeur de thèse : G. Balandier. Volumes I et II de texte (xxxvi, 838 pages), volume III : annexes (191 p), volumes 4 et 5 : « Répertoire de l'anthropologie française 1950-1970 » (720 pages), volumes 6 et 7 : « Indices du répertoire » (682 pages), volumes 8 et 9 : « notes » (610 pages), volume 10 : Indice du texte et des notes, bibliographie (350 pages).
- Gessain, Robert : « Sénégal oriental 1966 », dans « Objets et Mondes », revue du Musée de l'Homme, tome VII, fasc. 1, printemps 1967, pp. 66-78.
- Griaule, Marcel : « Rapport sur l'activité de l'Institut d'Ethnologie pendant l'année scolaire 1949-1941 », dans « Annales de l'Université de Paris Sorbonne », 16^e année, 1941, § 3.
- Jamati, Georges : « Le Centre National de la Recherche Scientifique » dans « l'Elite du travail », 1 mai 1950, pp. 5-8.
- Jamati, G. : « Courrier du 21 mars 1950, adressé à A. Leroi-Gourhan », (carton 800 218).
- Karady, Victor : « French Ethnology and the Durkheimian Breakthrough », in « Journal of the Anthropological Society of Oxford », volume XII, § 3, Michaelmas, 1981, pp. 165-176.
- Leiris, Michel : « Préambule à l'Afrique fantôme », Paris : Gallimard, 1950, 1981, 535 pages, pp. 7-10.
- Leroi-Gourhan, André : « Courrier du 13 novembre 1947 adressé au directeur du Cnrs », 5 pages, (carton 800 218).
- Leroi-Gourhan, A. : « Rapport 1949-1950, sur le Centre de Formation à la Recherche en ethnologie », 5 pages.
- Leroi-Gourhan, A. : « Courrier du 28 mai 1950 adressé au directeur du Cnrs », 2 pages.
- Lévi-Strauss, Claude : « La sociologie en France », dans G. Gurvitch éd. : « Les sociologies au xx^e siècle. II : les études sociologiques dans les différents pays », Paris : les Puf, 1947, pp. 513-545.
- Lévi-Strauss, Claude : « Panorama de l'ethnologie (1950-1952) », dans « Diogène » § 2, Paris, Gallimard, 1953, pp. 96-123.
- Lévi-Strauss, C. : « Chaire d'anthropologie sociale, compte rendu », Annuaire du Collège de France, 59^e année, année scolaire 1959-1960, pp. 191-207.
- Lévi-Strauss, C. : « Chaire d'anthropologie sociale, compte rendu », Annuaire du Collège de France, 61^e année, année scolaire 1960-1961, pp. 191-205.
- Lévi-Strauss, C. : « Chaire d'anthropologie sociale, compte rendu », Annuaire du Collège de France, 62^e année, année scolaire 1961-1962, pp. 211-227.
- Longchambon, Henri : « Les sciences sociales en France, un bilan, un programme », Les Annales, janvier-mars 1958, vol. 13, § 1, p. 94.
- Mazon, Brigitte : « Aux origines de l'Ehess. Le rôle du mécénat américain (1920-1960) », préface de Pierre Bourdieu, Paris, le Cerf, 1988, 178 pages.
- Picard, Jean-François et Pradoura, Elisabeth : « La longue marche vers le Cnrs (1901-1945) », dans « Cahiers pour l'histoire du Cnrs », § 1, Edition du Cnrs, 90 pages, 1988, pp. 7-41.
- Pradoura, Elisabeth : Cf. Picard, Jean-François.

- Prost, Antoine : « Les origines de la politique de la recherche en France (1939-1958) », dans « Cahiers pour l'histoire du Cnrs », § 1, Edition du Cnrs, 90 pages, 1988, pp. 41-63.
- Rivet, Paul : « L'ethnologie en France », dans « Bull. du Muséum National d'Histoire Naturelle », série 2, tome XII, 1940, I, janvier 1940, pp. 38-52.
- Rivet, Paul : « Rapport sur l'activité de l'Institut d'Ethnologie pendant l'année scolaire 1938-1939 » dans « Annales de l'université de Paris Sorbonne », 16^e année, 1941, § 1-2, pp. 114-119.
- Rivet, Paul : « Rapport sur l'activité de l'Institut d'Ethnologie durant l'année scolaire 1948-1949 », dans « Annales de l'Université de Paris Sorbonne », 21^e année, 1951, § 2, pp. 285-290.
- Rivet, Paul : « Institut d'Ethnologie. Rapport du directeur pour l'année scolaire 1952-1953 », dans « Annales de l'Université de Paris Sorbonne », 24^e année, 1954, § 1, pp. 56-64.

D. Archives

- Archives de la V^e section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes.
- Archives de la VI^e section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes.
- Archives du Centre National de la Recherche Scientifique : « Généralités et préhistoire du Cnrs » (carton 80 0284), « Direction générale (correspondance, dossier et P.V. du directoire) » (carton 85 0505 et 86 0369).
- Archives complètes de la R.C.P.11.

E. Rapports et documents

- Rapports et documents du CNRS et de ses formations de recherches :
- Cnrs : « Rapport sur l'activité générale du Cnrs, mai 1950-octobre 1951 », 26 pages, sans date, numéroté 8.51.647.
- Cnrs : « Rapports d'activités » : 1956/57; 1957/58; oct. 1958/oct. 59; oct. 1959/oct. 1960; oct. 1960/oct. 1961; oct. 1961/oct. 1962; oct. 1962/oct. 1963.
- Cnrs : « Rapports Nationaux de conjoncture. Sciences humaines » : Nov. 1959; 1959/1960; 1960; 1961/1962; 1962/1963; 1963/1964.
- Cnrs : « Tableau de classement des chercheurs au 31 mars 1967. Tome II : Classe des sciences humaines », Centre national de la Recherche Scientifique, 41 pages.
- Cnrs : « Annuaire des chercheurs du Cnrs au 22 juillet 1983 », 1983.

F. Entretiens et témoignages

- Alexandre, Pierre : « Entretien du 26 mars 1987 et du 6 avril 1987 avec G. Gaillard ».
- Calame-Griaule, Geneviève : « Entretien du 19 janvier 1988 avec G. Gaillard ».
- Chiva, Isaac : « Témoignage », dans « Le bon plaisir de C. Lévi-Strauss ». Emission diffusée sur France-Culture le 15 novembre 1986.
- Guiart, Jean : « Entretien du 22 janvier et du 2 février 1988 avec G. Gaillard ».
- Lautman, Jacques : « Entretien du 16 février 1987 avec J.-F. Picard et E. Pradoura », sous presse.

Lejeune, Michel : « Entretien du 11 juin 1986 avec Pierre Mounier-Khun et E. Pradoura ».

Le Moal, Guy : « Entretien du 10 mai 1989 avec G. Gaillard ».

Lévy, Paul : « Entretien du 16 juin 1987 avec G. Gaillard ».

Monod, Théodore : « Entretien du 19 avril 1989 avec G. Gaillard ».

Rouch, Jean : « Entretiens des 15, 18 et 29 avril et des 7 et 14 mai 1987 avec G. Gaillard ».

Soustelle, Georgette : « Entretien du 4 avril 1989 avec G. Gaillard ».

Soustelle, Jacques : « Entretien du 4 avril 1989 avec G. Gaillard ».

Les entretiens recueillis par Elisabeth Pradoura, Jean-François Picard et Pierre Mounier-Khun ont été partiellement publiés dans le deuxième numéro des « Cahiers pour l'Histoire du CNRS » depuis la Rédaction et cet article.

J'adresse de très vifs remerciements à tous ceux qui ont bien voulu relater des anecdotes et évoquer des souvenirs.

RÉSUMÉ DE LA PREMIÈRE PARTIE

L'histoire de l'ethnologie française est ici considérée depuis celle du Cnrs. On examine le poids et l'action du Cnrs au sein de la discipline, les recrutements, les missions, les comités nationaux successifs.

A. On peut extraire de l'exposé trois points essentiels :

— La création du Cnrs renforce la prépondérance d'une ethnologie issue de l'école de sociologie dans le champ de la discipline en France.

— Les créations et le développement de « l'Institut Français d'Afrique Noire » dépendant du Gouvernement Général de l'A.O.F. et de « l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-mer » dépendant du Ministère des Colonies, empêcheront le Cnrs de remplir sa mission de coordinateur de la recherche.

— De 1939 à la mise en place de la formule des « Recherches Coopératives sur Programme » en 1962, le Cnrs a fonctionné comme un mécène vis-à-vis de la discipline.

B. Durant cette période, ont lieu les événements suivants :

— En dépit du désintérêt que G. Jamati puis G. Dupouy ont pour la discipline, l'accord que le Cnrs signe avec le « Centre de Formation à la Recherche Ethnologique » d'A. Leroi-Gourhan, assure un recrutement qui fera du Cnrs le premier employeur de la profession.

— Une première scission de l'école de « l'Institut d'Ethnologie » sépare à la libération l'équipe de Griaule de celle de Rivet et se répercute au sein du Cnrs.

— L'élection d'H. Vallois à la tête du « Musée de l'Homme » en 1950 détermine le développement alternatif d'autres centres tournés vers l'ethnologie et plus particulièrement de la VI^e section de « l'Ecole Pratique des Hautes Etudes » qui devient l'interlocuteur principal du Cnrs au début des années soixante.

— L'élection de Claude Lévi-Strauss à la V^e section, puis au Collège de France, la force de son œuvre, la réception de l'« Human Relations Area Files », la création du « Centre de documentation sur l'archéologie » (où beaucoup de jeunes chercheurs trouvent un emploi : F. Héritier, C. Piault, M.-P. Ferry, P. Smith...), puis du « Laboratoire d'anthropologie sociale » font de lui le protagoniste majeur de la discipline. Il sera membre du Directoire du Cnrs entre 1960-1963 et jusque dans les années 1980, le seul ethnologue à l'avoir été.